l'unité

N° 306 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 15-21 septembre 1978



APRES L'HUMANITE EN MARCHE MARTINSART PRESENTE



LES GRANDS REVOLUTIONNAIRES

Biographies, analyses politiques, importants extraits de l'œuvre des géants qui ont contribué à forger les événements, qui ont guidé l'humanité vers plus de justice, de liberté, de bonheur.

- Les Géants de 89 : Danton, Marat, Robespierre...
- Les Socialistes scientifiques : Marx, Engels, Gramcsi.
- Les utopistes, les anarchistes : Fourier, Proudhon, Bakounine... • Femmes et Révolution : Flora Tristan, Louise Michel, Rosa Luxemburg... • Les communistes au pouvoir : Lénine, Trotsky, Tito...
- L'Orient : Gandhi, Ho Chi Minh, Mao Tsé Toung... • L'Amérique Latine : Castro, Che Guevara Salvador Allende... • Les Défenseurs des droits de l'homme : Lincoln, Schoelcher, Luther King... • La justice dans la liberté : Jean Jaurès, Léon Blum, Dubcek... et bien d'autres.



LHOSTE

Relevons parmi les auteurs :
Michel Charzat, J.-Claude Colliard, Régis Debray, Gérard Delfau, Marc Ferro, Pierre Guidoni, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Jean Lacouture, Jiri Pelikan, Jean Rous, etc.

Huit volumes magnifiquement illustrés, qui présentent l'histoire et l'actualité d'une manière vivante, engagée, porteuse d'espérance.

Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "Les Grands Révolutionnaires".

Nom Prénom _____

Profession (facultatif) _____

Adresse complète _____

_____

Date _____ Signature

A retourner aux : **Editions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

sommaire

France

4

Elections : un ouvrier pour la Lorraine, par Emmanuèle Plas

7

L'éditorial de Claude Estier

Social

8

Bâillonner l'A.n.p.e. ?, par Christine Cottin

9

Les quinze mesures du P.s. pour l'emploi

10

Chômage : qui indemnise qui ?, par Michèle Kespi
L'art de faire dire n'importe quoi aux chiffres, par Guy Perrimond

Monde

12

Le Liban à l'heure de Camp David, par Alain Sabatier

13

Il y a cinq ans, le Chili, par Francis Pisani

14

Carter au secours du chah, par Jean-Loup Revérier

16

Nos lecteurs ont la parole

Document

21

Un grand débat : un troisième enfant, pour quoi faire ?

Véronique Néiertz s'entretient avec Evelyne Sullerot

Société

25

A profs heureux, écoliers heureux, par Nicole du Roy et Maryse Wolinski

Livres

28

Autopsie d'un crime légal, par Jean-Loup Revérier

Cinéma

30

Deux fruits de la passion, par Serge Richard



Lionel Jospin et Edwige Avice, conduisant la délégation socialiste à la manifestation contre la dictature iranienne, mardi dernier, à Paris.

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 18, 29), Barrigue (pages 8, 11, 14, 21), Coureuil (page 27), Demoulin (page 1), Pascal Lebrun (pages 5, 6, 20, 28), Pym (pages 6, 17), Solo (pages 32, 33), Sygma (pages 4, 5, 12, 15, 22), Viva (pages 23, 24, 25, 26).

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Véronique Neiertz. Francis Pisani, Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (180 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

• *« L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.*

ELECTIONS: UN OUVRIER POUR LA LORRAINE

De notre envoyée spéciale

« EN 1970, il avait tout promis. » Pour ce militant C.f.d.t. de Nancy, J.-J. S.-S. va être obligé, cette fois, de promettre la lune pour espérer conserver — le 17 et le 24 septembre — son siège de député dans la première circonscription de la Meurthe-et-Moselle. Car la Lorraine traverse la plus grave crise économique de son histoire. Et il n'est pas certain que des promesses, jamais tenues dans le passé, suffisent à convaincre les Lorrains.

Les observateurs s'accordent pour dire que la situation économique du bassin de Nancy est aussi préoccupante que celle des Vosges. Le Comité d'aménagement du Plan et d'équipement départemental constate que la crise de l'emploi est encore plus importante dans le sud de la Meurthe-et-Moselle que dans le nord. « D'ores et déjà, l'arrondissement est sinistré, dit un économiste. L'arrêt de la construction de la nouvelle aciérie de Neuves-Maisons lui porterait un coup fatal. » Au mois de juillet, on comptait 20 000 chômeurs dans le département de la Meurthe-et-Moselle. Dans le bassin de Nancy, il y a actuellement entre 6 000 et 7 000 demandes d'emploi non satisfaites. Les Fonderies-de-Pont-à-Mousson n'embauchent plus depuis deux ans ; dans le cadre de la restructuration de la sidérurgie, on prévoit la suppression de 600 emplois dans les années à venir. Depuis mars la situation n'a fait que s'aggraver, touchant aussi bien les grosses que les petites entreprises, et pas seulement dans la sidérurgie. Ainsi les Moulins à huilerie de Pont-à-Mousson, qui employaient encore 50 personnes il y a deux ans viennent-ils de fermer en licenciant 30 ouvriers. A Nancy, dans l'habillement, l'entreprise Glotz, qui employait 150 personnes, en majorité des femmes, vient de déposer son bilan. « Depuis le mois de mars, la liste ne fait que s'allonger, dit Maurice Villaume, de la direction départementale de la C.g.t. On avait caché pendant la campagne électorale les prévisions de licenciements et maintenant le couperet tombe. »

Depuis quelques mois, on assiste aussi à un phénomène nouveau : le rachat par des industriels d'autres régions d'usines spécialisées et dont la représentation commerciale est bonne. Mais pas pour en continuer l'exploitation, pour les fermer et en utiliser les circuits commerciaux. Les exemples de ce genre d'opération abondent : Coracier, l'Appareillage thermique, Kuhn et Fleichel.

« Et puis, il y a Neuves-Maisons, deux fois le scandale de La Villette ! », dit Yvon Tondon, le candidat socialiste.

Neuves-Maisons, une petite ville de 7 500 habitants, ne fait pas partie de cette circonscription électorale où, après l'invalidation de son élection, Jean-Jacques Servan-Schreiber tente de retrouver son siège. Mais les ouvriers de l'usine de la Société sidérurgique Châtillon-Neuves-Maisons habitent pour la plupart les bourgs avoisinants, qui, eux, appartiennent à la circonscription.

La Lorraine voit l'affrontement de J.-J. S.-S., dont l'ange gardien est Giscard d'Estaing, et d'Yvon Tondon, socialiste et ouvrier.
L'un des nôtres, disent les travailleurs de cette région sinistrée par le chômage et les licenciements

« Le 13 juillet dernier, dit un ouvrier, la veille de la fermeture annuelle pour congés, la direction générale nous a annoncé l'arrêt des travaux et l'éventuel transfert de l'aciérie ultra-moderne mise en chantier au début de l'année dernière et dont les travaux étaient terminés à 90 %. Ça a fait l'effet d'une bombe parmi le personnel. Personne ne voulait y croire. » En effet, l'arrêt des travaux pour la construction de cette unité de production qui devait être opérationnelle à la fin de cette année signifiait le licenciement immédiat de 450 monteurs appartenant tous à des entreprises locales.

« Cela signifie aussi, dit Jean-Paul Vinchelin, secrétaire de la section C.f.d.t. de Châtillon-Neuves-Maisons, que les 32 000 emplois de l'usine sont menacés à court terme. D'autre part, cela représente un gâchis de 1 704 millions de frais d'investissement, dont 620 millions pour la réalisation de la canalisation à grand gabarit de la Moselle (entre Frovard, au nord de Nancy, et Neuves-Maisons), qui a été payée par les deniers publics. »

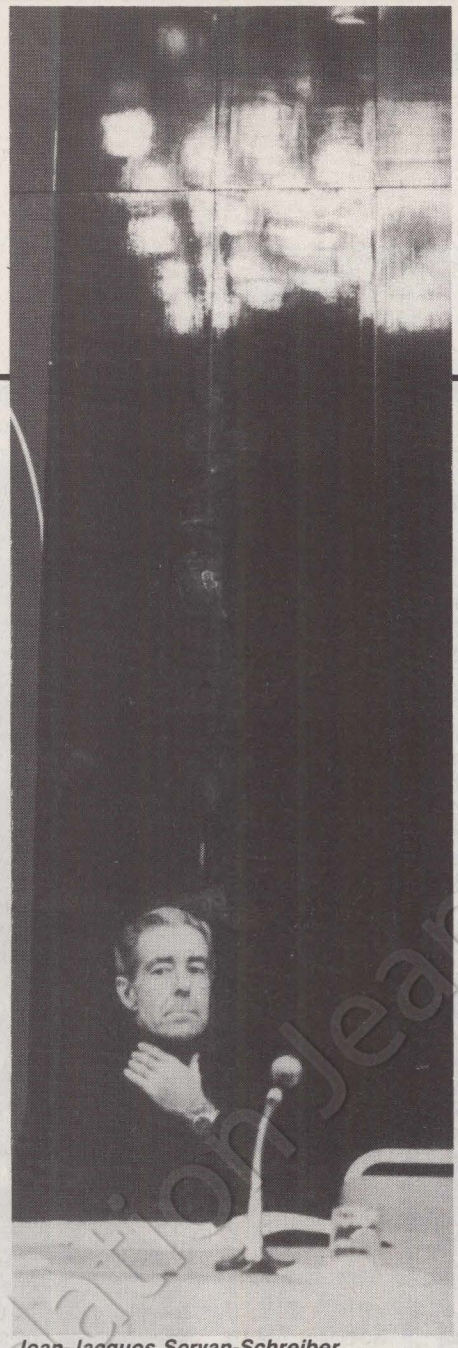
L'affaire de Neuves-Maisons s'inscrit dans le deuxième plan de restructuration de la sidérurgie, qui suppose un rapprochement entre Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons et la construction d'une seule aciérie à l'oxygène en Lorraine pour les deux groupes. Le site de Longwy (Usinor) aurait été choisi par les maîtres de forges, de préférence à celui de Neuves-Maisons. A noter que le premier plan de restructuration (1977) avait supprimé 14 000 emplois.

« Ce qui est scandaleux, disent les syndicalistes, c'est qu'on laisse dans l'inquiétude et l'expectative, à cause de la campagne électorale, 25 000 personnes directement touchées par cette affaire. En effet, le conseil d'administration d'Usinor, qui prendra la décision définitive, n'aura





Yvon Tondon.



Jean-Jacques Servan-Schreiber.



Sur les murs de Nancy.

pas lieu avant le mois d'octobre. De toute façon, il ne s'agit pas pour nous de mettre en concurrence la région de Longwy, où la situation de l'emploi est catastrophique, et la région de Nancy. » Aussi le « scandale de Neuves-Maisons » est-il au cœur de la bataille électorale. C'est d'ailleurs devant les ouvriers de Neuves-Maisons que, le 6 septembre, François Mitterrand, venu soutenir Yvon Tondon, avait tenu à présenter les quinze propositions socialistes pour l'emploi.

Une campagne à l'américaine

Dix candidats sont en lice. Mais chacun sait bien, à Nancy, que le combat est en réalité un duel. Jean-Jacques Servan-Schreiber ne disait-il pas lui-même, lors de sa première conférence de presse de la campagne, que « l'élection se jouera entre M. Tondon et moi ». Le résultat a toutes les chances d'être très serré. Le député invalidé de Nancy ne l'avait emporté en mars dernier que de quatre voix sur le candidat socialiste.

« J.-J. S.-S. l'a senti passé très près au mois de mars. Il pensait qu'il n'avait aucun problème pour être élu, et il avait à peine fait campagne dans sa circonscription, occupé qu'il était à créer l'U.d.f. », dit un des amis du président du Parti radical. Les choses sont bien différentes, en ce mois de septembre. J.-J. S.-S. fait une campagne à l'américaine, dans la tradition de ses campagnes de 1970 et de 1973. Les murs de la circonscription sont couverts de ses affiches. Il a loué la majorité des panneaux commerciaux. Ses supporters, une quarantaine de « jeunes gens de ma famille et leurs amis » (selon lui), « des jeunes gens embauchés tout exprès et payés quarante francs l'heure » (assurent ses adversaires) collent et recollent à longueur de jour et de nuit, interdisant pratiquement tout affichage aux autres candidats.

La même affiche en six tailles différentes représente le candidat de l'U.d.f. arborant un large sourire, aux côtés du président de la République. Ce qui faisait dire ironiquement à François Mitterrand, le 6 septembre : « Si M. Jean-Jacques Servan-Schreiber juge nécessaire, pour sauver ce qui lui reste de son siège, de se montrer en compagnie du président de la République, je ne suis pas sûr qu'il ait choisi le meilleur ange gardien. »

Le leader des radicaux valoisiens prend partout l'initiative, ne manquant pas d'assister à une fête patronale, de visiter un foyer du « troisième âge », prodigue de conférences de presse et de communiqués. Aidés de ses collègues, tous U.d.f., parmi lesquels, étrange retournement de l'Histoire, le général Bigeard, et des caciques de l'U.d.f. — Michel Pinton, Jacques Blanc, Roger Chinaud, Jean-Pierre Fourcade, Françoise Giroud et autres —, il tente de se refaire une crédibilité. Neuves-Maisons semble être pour lui une aubaine, l'occasion une fois de plus de faire des promesses...

« L'aciérie nouvelle de Neuves-Maisons fonctionnera à Neuves-Maisons : c'est un engagement » est devenu la phrase clef de la campagne du député invalidé. Les autres élus U.d.f. n'ont pas confirmé cet engagement. Et pour cause : la direction de Neuves-Maisons a fait savoir que cet engagement n'engageait que le député invalidité lui-même. Le préfet a fait observer que, quant à lui, il ne pouvait donner aucune assurance que la décision de suspendre les travaux entrepris à Neuves-Maisons serait annulée.

« Il n'en est pas à son premier coup de bluff, dit un syndicaliste C.f.d.t. En 1970, il avait promis, entre autres, de sauver l'emploi dans une filature de 550 employés à Chaligny. Actuellement, il n'y a plus que 100 travailleurs dans cette entreprise. » Qui ne se souvient ici de la création, en grande pompe, de la Société d'études et de développement économique de la Lorraine, qui a disparu corps et

→

biens sans qu'on n'en ait plus jamais entendu parler ?

Chiffres en main, on fait remarquer ici que, entre l'élection partielle de 1970, où le « Kenedyllon » français emportait le siège de Nancy, et les législatives de mars dernier, son score est tombé au premier tour de 45,39 % des voix à 25,56 %. J.-J. S.-S. n'apparaissait pas, il y a huit ans, comme un homme de droite ; il ne faisait pas partie de la majorité. « Mais qui peut faire croire maintenant aux Lorrains, dit Yvon Tondon, que le promoteur de l'U.d.f., soutenu par Giscard d'Estaing, n'est pas d'accord avec les hommes du gouvernement qui ont démantelé l'économie de notre région ? Depuis 1970, il n'a rien fait contre leurs décisions et il a même été ministre ! »

J.-J. S.-S., qui se présente cette fois encore comme le sauveur de la Lorraine, risque de voir son électorat décroître un peu plus, malgré sa campagne à l'américaine : « ça pue le fric », disent les Nancéiens avec mépris. Un autre phénomène d'importance risque bien, aussi, de lui faire perdre son siège au palais Bourbon : la progression du Parti socialiste était de 15 % en mars 1977 ; et le candidat du P.s. — conseiller général de Pont-à-Mousson depuis 1976 — arrivait, pour la première fois dans cette circonscription, avant le candidat communiste Roland Favaro, membre du comité central et secrétaire de la fédération de Meurthe-et-Moselle.

Cette tendance a toutes les chances de se renforcer. Yvon Tondon est en effet un ouvrier électricien — P3, précise-t-il — qui, depuis l'âge de seize ans (il en a cinquante-six) où il est entré à l'usine de Pont-à-Mousson S.a., milite dans les syndicats, à la C.f.t.c. puis à la C.f.d.t. Depuis 1966, il est délégué du personnel (25 000 salariés dans vingt-trois établissements) de Pont-à-Mousson S.a. « C'est très important pour les travailleurs en lutte de cette région, qui a toujours été gouvernée par la droite, qu'un des leurs les représente. Depuis le mois de mars, j'ai l'impression que le P.s. a de plus en plus d'audience auprès d'eux parce que, pour les travailleurs, le seul espoir c'est l'Union de la gauche. Ils pensent de plus en plus nombreux que la responsabilité de la rupture de l'Union incombe au P.c. et que le plus grand parti de gauche, le P.s., est le parti des travailleurs. Aussi ma campagne est-elle une campagne unitaire. »

Le candidat socialiste et les militants qui l'aident dans cette campagne constatent aussi qu'ils sont beaucoup mieux accueillis en milieu rural qu'ils ne l'étaient au mois de mars : les paysans ont pris conscience de la gravité de la crise et des conséquences qu'elle pourrait bientôt avoir sur leur niveau de vie.

De ses adversaires de droite, Servan-



Yvon Tondon et François Mitterrand, à Nancy.



Schreiber, Claude Huriet — membre du P.r., en passe d'être exclu et soutenu par le R.p.r. et le C.n.i. — ainsi que des candidats « gaulliste dissident » et du P.f.n. (l'ex-sergent Dupuy), Yvon Tondon pense qu'ils se servent du problème de Neuves-Maisons et de la crise du bassin de Nancy dans un dessein purement démagogique.

De J.-J. S.-S. le candidat socialiste dit : « C'est un homme de théâtre assez brillant, mais il vaudrait mieux qu'il fasse montre de ses talents pour la Lorraine au lieu de le faire pour le petit écran. »

Une épine dans le pied majoritaire

Un bon report des voix du P.c. au second tour sera décisif pour que Yvon Tondon batte le candidat de l'U.d.f. En mars dernier, si les attaques du candidat communiste n'ont pas manqué, le candidat du P.c. s'est bien battu, de l'avis des observateurs, pour le candidat unique de la gauche au second tour, à deux bavures près, les communes de Frouard et de Blénot, toutes deux dirigées par des élus communistes — dont le suppléant de Roland Favaro, Michel Antoine. Qu'en sera-t-il maintenant ? Jusqu'au 7 septembre, le P.c. avait fait une campagne assez effacée — aucun grand ténor n'était venu de Paris soutenir le candidat. Ce jour-là dans un communiqué à la presse, Roland Favaro annonçait qu'il allait intensifier sa campagne, dénonçant un prétendu double jeu du P.s... Certains assurent même que le P.c. pense qu'un certain nombre de ses électeurs voteront utile en apportant leurs voix à Tondon dès le premier tour. On murmure aussi que le P.c. préférerait une épine dans le pied majoritaire en la personne de J.J. S.-S. qu'un député socialiste de plus, ce qui ne changerait rien au plan national.

Mais le second tour risque d'être encore bien plus difficile pour le candidat de l'U.d.f. : l'électorat R.p.r. de Claude Huriet préférerait, dit-on, s'abstenir ou ne pas se déranger plutôt que de voter pour le « turlupin ».

Alors l'élection de Nancy-I sera-t-elle un test national ? Les politologues assurent que non, puisqu'il n'y a plus d'enjeu national. Mais il font observer que si le candidat du Parti socialiste est élu, cette élection exprimera le ras-le-bol des Lorrains et leur amertume à l'égard de la majorité.

Pour François Mitterrand : « Le combat de Nancy, comme celui d'Edwige Avice à Paris, dépassera notre personne et notre parti ; il apportera le sentiment que nous allons vers de nouvelles victoires. »

EMMANUELE PLAS

l'éditorial de Claude Estier



A toutes les questions qu'on leur pose, à toutes les critiques que l'on exprime sur leur action, les hommes du Pouvoir n'ont décidément qu'une même réponse : l'autosatisfaction. Tout ce qu'ils font est bien, leur politique est la seule possible, les propositions de l'opposition sont inacceptables, absurdes, démagogiques. Et, quand on met le doigt sur les échecs évidents, criants, de cette politique gouvernementale, ils n'ont qu'un leitmotiv : nous avons gagné les élections, les Français nous ont donc donné raison. Point final !

La réplique est pourtant facile. D'abord, y a-t-il un seul dirigeant de la majorité pour croire sérieusement que c'est sur son programme que celle-ci a, de justesse, gagné les élections législatives de mars ? Et, si ce programme était celui présenté en janvier à Blois par le Premier ministre, y était-il inscrit qu'aussitôt après les élections nous allions assister, de par la volonté du gouvernement, à une nouvelle flambée des prix qui va porter la hausse annuelle pour 1978 à 11 ou 12 %, soit près du double de la « norme » que Raymond Barre avait lui-même fixée à la fin de l'année 1977 ?

Etait-il dit dans le « programme de Blois » que le nombre des demandeurs d'emploi allait s'accroître dès après les élections au rythme de plusieurs dizaines de milliers chaque mois et que cette aggravation allait se poursuivre — c'est le langage commun que tiennent maintenant le gouvernement et le patronat — au moins jusqu'à la fin de cette année, sans que l'on ait d'ailleurs la moindre certitude qu'un mouvement inverse puisse s'amorcer à partir de l'an prochain ?

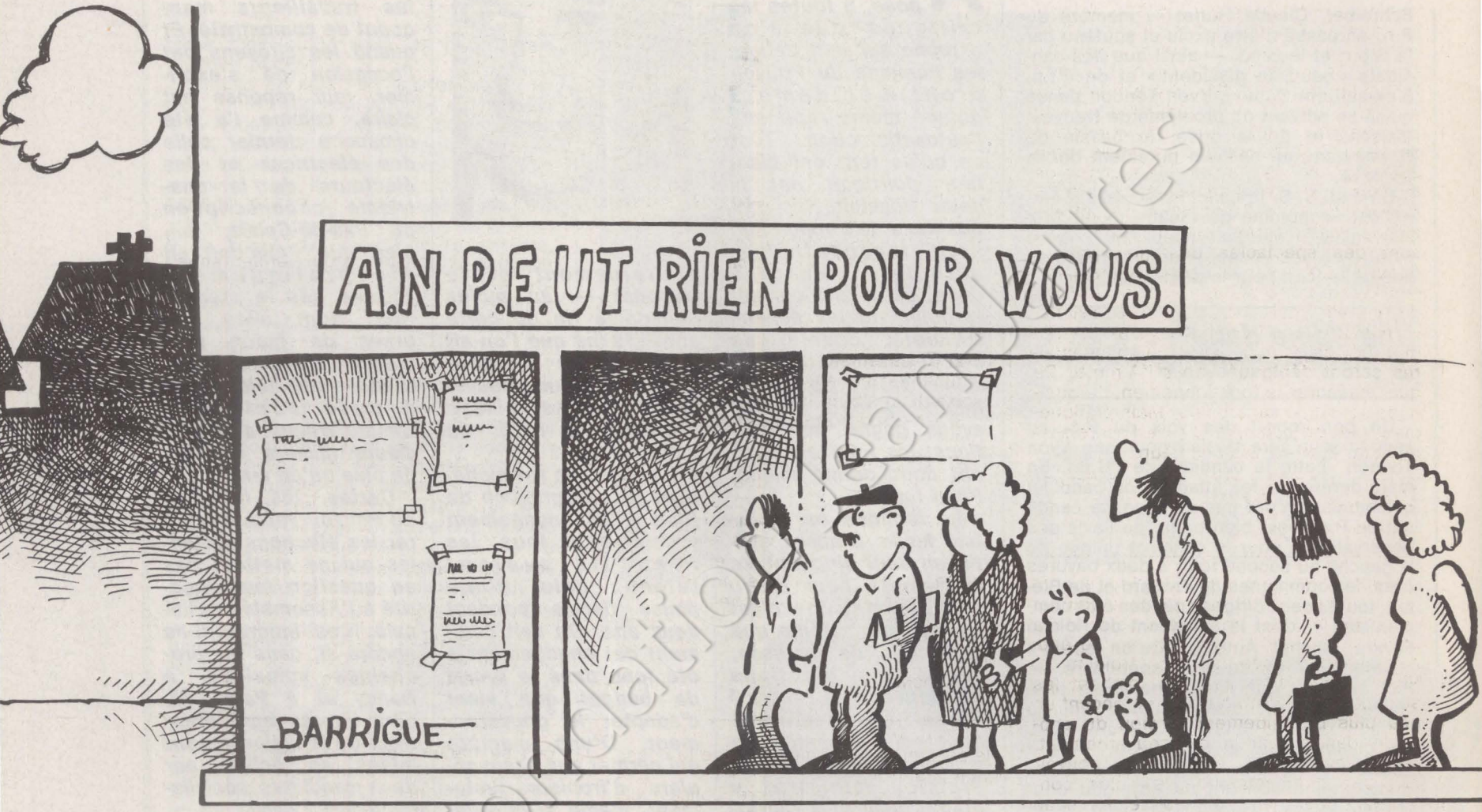
Il y avait, en revanche, dans le « programme de Blois », un engagement précis que tous les Français avaient retenu : celui d'une pause fiscale pendant deux ans. On sait comment cet engagement a été tenu dans le projet de budget que vient d'adopter le gouvernement. D'une manière qui permet aux chansonniers d'ironiser justement, même si le sujet ne prête pas à sourire : il n'y a effectivement pas de nouveaux impôts, on se contente d'augmenter les anciens ! Avec d'ailleurs, peut-on ajouter, un manque d'imagination qui ne nécessitait sans doute pas de faire appel au « meilleur économiste » de France.

Sur les prix, sur le chômage, sur la fiscalité, le Pouvoir a donc trompé les Français, et il n'est pas étonnant que ceux-ci, même parmi ceux qui ont voté en mars pour les partis de droite, commencent à réagir. Certes, le patronat a beau jeu d'affirmer que le climat social est relativement « calme », mais cela ne signifie nullement que les travailleurs manquent de combativité. Et quand les citoyens ont l'occasion de s'exprimer, leur réponse est claire, comme l'a été dimanche dernier celle des électrices et des électeurs de la quatrième circonscription du Pas-de-Calais, qui, bien que l'élection ait été pratiquement acquise dès le premier tour, sont allés aux urnes de façon plus massive encore pour rendre son siège au député socialiste Claude Wilquin avec plusieurs milliers de voix de plus qu'en mars.

Certes, les hommes du Pouvoir veulent ignorer les élections partielles qui ne mettent pas en question leur majorité à l'Assemblée nationale. Les ignoreront-ils encore si, dans les prochaines semaines, à Nancy et à Paris 14e, deux figures représentatives de la majorité sont mises en échec par deux candidats socialistes ?

L'autosatisfaction de Raymond Barre, de Robert Boulin et de quelques autres dissimule de plus en plus mal une longue série d'échecs que l'opinion ressent et dont le plus angoissant est aujourd'hui celui de l'emploi sur lequel — les syndicats sont unanimes à le confirmer — la position du gouvernement demeure totalement négative. Sans doute n'a-t-il plus à craindre de prochaines échéances électorales. Il aurait pourtant tort d'oublier la conclusion de l'adage bien connu : « On ne peut tromper tout le monde tout le temps. »

BAILLONNER L'A.N.P.E.?



Septembre. La rentrée. Le boulot. Pour un million et demi de personnes, aussi, l'Agence nationale pour l'emploi (A.n.p.e.). Cet automne, le flot des nouvelles demandes d'inscription ressemble à un raz de marée. Pour le seul mois de septembre, l'A.n.p.e. en attend 380 000. Le tout à ajouter sur des listes qui débordent déjà dans tous les sens. Une réalité difficile à ignorer.

Ça sent le roussi !

Comme chaque fois qu'il s'est trouvé dans une situation similaire, le gouvernement, faute d'avoir découvert des remèdes, cherche un coupable. Une fois de plus, l'A.n.p.e. se retrouve sur la sellette. Depuis quelques années, régulièrement, il est question de la doter de moyens appropriés, de renforcer les effectifs, d'améliorer l'accueil, etc. Boulin, comme son prédécesseur, y est allé de son petit couplet. Mais, cette fois, syndicats et partis de gauche s'accordent à le reconnaître, il y a du nouveau dans l'air. Pour tout dire, cela commence à sentir le roussi.

Robert Boulin est-il en train de concocter un démantèlement de l'A.n.p.e. ? La majorité et le C.n.p.f. ne sont pas contre. Cet organisme a le tort de rendre publique une vérité — le chiffre du chômage — qui n'est plus bonne à dire

Officiellement, on ne parle que de réorganisation, voire de réforme. Mais les syndicats ont appris à lire entre les lignes des promesses gouvernementales. D'après eux, la menace est imminente. Robert Boulin est en train de leur concocter ni plus ni moins qu'un démantèlement de l'Agence.

Une constatation : à quelques détails près, les partis de la majorité, le C.n.p.f. et le ministre du Travail sont d'accord. Et pour cause. A plusieurs titres maintenant, l'A.n.p.e. les dérange.

Que l'on en juge. Tant qu'il s'est agi de s'occuper du volant de main-d'œuvre — stabilisé autour de 350 000 personnes —, l'A.n.p.e. a joui, aux yeux du patronat français, d'une bien meilleure image de marque que les services de la main-d'œuvre qu'elle a remplacés en 1967. A coups de bureaux paysagés, de plantes vertes et d'hôtesses, le gouvernement avait presque réussi à redorer le blason d'un système économique qui a besoin d'une réserve de chômeurs. Le plan semblait sans faille. D'un côté, cet établissement public accueillait les chômeurs et les informait des emplois disponibles ou des stages de formation possibles. De l'autre, tout un réseau de statistiques était mis au point, capable de donner, chaque mois et pour toute la France, une photographie précise du marché du travail. Qu'une telle organisation suscite les critiques de la gauche et des syndicats

ne pouvait relever que de la franche malhonnêteté !

Mais voilà : en 1974, la machine se grippe. De janvier 1974 à décembre 1975, la France passe de 425 000 à 925 000 chômeurs. A l'A.n.p.e., l'intendance ne suit pas. En janvier 1975, François Mitterrand se rend à l'agence de Levallois pour apprécier, de visu, le terrible manque de moyens qui entrave l'efficacité des 8 000 salariés de l'A.n.p.e. Les files d'attente jusque dans la rue, devant les locaux, sont des spectacles désormais classiques. Paniqué par la publicité intempestive faite à cette pénurie lors de la visite du premier secrétaire du Parti socialiste, le ministre du Travail annonce aussitôt que 400 postes budgétaires supplémentaires seront débloqués pour l'A.n.p.e. De quoi améliorer le fonctionnement de quelques agences, sans doute. Mais pratiquement rien en comparaison de l'accroissement du nombre des chômeurs.

Vexant... et dangereux

Alors, on en réfère au « meilleur économiste de France » et on entame le couplet des plans de redressement miracles, de la politique d'austérité et de la reprise économique annoncée tous les trois mois. Rien n'y fait. Chaque mois tombent les statistiques de l'A.n.p.e. qui enfoncent un peu plus profondément le clou du chômage dans le talon du gouvernement. Depuis quatre ans, l'équipe au pouvoir voit ses démonstrations les plus concluantes s'écrouler d'elles-mêmes sous les coups de boutoir que lui portent les chiffres on ne peut plus officiels de l'A.n.p.e. Vexant... Très vexant, même. Et surtout dangereux.

Quelques mois avant les élections législatives, le R.p.r. est le premier à réagir. Coup sur coup, en janvier et en avril, il dépose deux projets de loi visant, bien entendu, à améliorer la qualité des services rendus aux chômeurs. En réalité, un seul but est visé : démanteler l'A.n.p.e., comme cela fut fait pour l'O.r.t.f., et créer, à la place, toute une série de Bourses régionales de l'emploi. Les avantages tirés de cette manœuvre sont nombreux. D'abord, cela permet de scinder en différents groupes indépendants un personnel syndiqué à 80 %. Ensuite, en introduisant massivement des représentants du patronat et de l'Etat dans les comités de gestion, cela revient, de fait, à minimiser le pouvoir des représentants syndicaux. On voit déjà se dessiner l'un des impératifs du gouvernement pour les mois à venir : dans le domaine de l'emploi, qui ne va pas cesser d'être sous les feux de l'actualité, il lui faut disposer d'une organisation assez souple pour s'adapter aux exigences de sa politique, si possible en le servant, tout au moins en ne le desservant pas.

Dans ce sens, le Parti républicain vient d'aller encore plus loin que le R.p.r. En présentant leurs « dix propositions pour l'emploi » le 31 août dernier, les porte-parole du P.r. ont proposé de retirer à l'A.n.p.e. l'élaboration des statistiques de l'emploi. L'Insee s'en chargerait, désormais, « par le biais de quatre enquêtes par an ». En clair, un bilan du chômage tous les trois mois, c'est largement suffisant, au gré de l'équipe au pouvoir. On peut même supposer, compte tenu des moyens dont dispose l'Insee, qu'on en viendrait vite à un bilan tous les six mois. Voilà, indiscutablement, une mesure qui permettrait à Giscard, Barre and Co de souffler et de ne plus se voir contredits par n'importe quel « irresponsable » de l'opposition à coup de statistiques officielles. Le réseau très complet d'informations dont s'était dotée la France par l'intermédiaire de l'A.n.p.e. risque donc de disparaître, histoire d'améliorer les conditions de travail du président de la République et du Premier ministre ! On pourrait en rire, si ne se profilait à l'horizon toute une politique de l'emploi qui pénaliserait lourdement les Français.

« Sortir l'A.n.p.e. du giron du secteur public, on se doute bien que cela ne va pas se traduire par une amélioration du service rendu », affirme Jean-Paul Bachy, délégué national à l'Emploi pour le P.s. Sur ce point, l'intersyndicale C.g.t.-C.f.d.t.-F.o. de l'agence est au diapason. Tous dénoncent la multiplication des contrôles, tracasseries et truquages qui finissent par exclure plusieurs milliers de chômeurs des droits auxquels ils pourraient prétendre et qui permettent de ne pas les compter dans les statistiques.

Trop de bruit autour du chômage

De toute évidence, aujourd'hui, le problème du gouvernement n'est plus le chômage, mais le bruit que l'on fait autour. L'A.n.p.e. a le tort de rendre publique une vérité qui n'est plus bonne à dire. Elle risque de le payer cher. A moins qu'un grain de sable ne vienne enrayer le processus du démantèlement. Neuf mille salariés constituent déjà un grain de sable de taille appréciable. Surtout quand ils sont exaspérés par leurs conditions de travail et décidés à se battre par leur statut dans le secteur public.

CHRISTINE COTTIN

LES QUINZE MESURES DU P.S.

La semaine dernière, à Neuves-Maisons, François Mitterrand rendait publiques les propositions du P.s. en matière d'emploi. Les voici.

1) Réduction à trente-cinq heures du temps de travail hebdomadaire, à salaire maintenu ;

2) Abaissement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans pour les femmes et soixante ans pour les hommes ;

3) Création d'emplois dans la fonction publique ;

4) Réduction des charges de main-d'œuvre pour les petites et moyennes entreprises par une modification de l'assiette de la Sécurité sociale ;

5) Mise en place d'aides financières et techniques aux petites et moyennes entreprises pour leur permettre d'exporter et pour favoriser la recherche ;

6) Développement du « tertiaire social » affecté au secteur des collectivités locales ;

7) Incitation à la « natalité industrielle » plutôt que de parler des « canards boiteux » ;

8) Création d'une cinquième équipe pour le travail posté, ce qui permettrait la création de quelque vingt mille emplois et ne saurait en aucun cas valider le travail posté ;

9) Développement de la recherche scientifique industrielle ;

10) Pas de licenciement sans reclassement et recours suspensif du comité d'entreprise ;

11) Réduction au taux zéro de la T.v.a. sur les produits de première nécessité ;

12) Facilités pour permettre la concurrence internationale dans les secteurs de pointe ;

13) Décentralisation qui donne aux collectivités locales les moyens d'agir ;

14) Incitation auprès des municipalités pour créer des emplois ;

15) En ce qui concerne le P.s., désignation d'un secrétaire fédéral dans chaque département, responsable de l'emploi.

CHOMAGE: QUI INDEMNISE QUI?

Ils » ne sont guère plus d'un million. Et encore... S'« ils » voulaient vraiment travailler, « ils » seraient 600 000. A tout casser... Seulement, voilà : ils touchent tous leurs 90 %, alors...

Autant de propos qui reviennent à l'occasion de la réouverture des négociations sur l'indemnisation du chômage. Après un entracte de deux mois, représentants syndicaux et patronaux — qui s'étaient déjà rencontrés trois fois avant les vacances — ont, le mercredi 6 septembre, rouvert le dossier.

Un dossier compliqué... et un problème simple, qui a constitué, en fait, le véritable enjeu des discussions : où trouver le financement de l'augmentation du nombre de chômeurs ? Bref, où trouver l'argent ? Il ne peut venir que de deux sources. Soit on augmente l'aide publique, c'est-à-dire la participation de l'Etat. Soit on réforme le système actuel d'assurance. Où regarde-t-on dans ce cas ? Du côté des indemnités les plus avantageuses : les fameux 90 %.

Pour les syndicats, pas question évidemment de rogner sur les ressources des chômeurs... qui ont grand besoin d'être améliorées. Aujourd'hui, l'Etat participe pour 25 % de l'indemnisation du chômage. Mais, à l'origine, les ordonnances de 1967 — époque où un certain Jacques Chirac était secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi — établissaient le niveau de l'aide publique à 50 % du Smic (voir tableau). Chaque année, évidemment, le gouvernement réévalue cette allocation. Et chaque année on prend du retard. Au point qu'en vingt ans la participation de l'Etat à l'indemnisation du chômage a, tout bonnement, baissé de moitié. Les syndicats demandent donc — sous des formes différentes — un effort gouvernemental en la matière.

16 % seulement des chômeurs bénéficient des 90 %. Les statistiques montrent, d'autre part, que les bénéficiaires de cette allocation, loin de « profiter » de l'aubaine comme on le leur reproche, se reclassent plus vite que les autres chômeurs.

A la fin de juillet, on recensait, parmi les demandeurs d'emploi :

34,3 % (375 710 personnes) ne touchant rien.

20 % (214 098) bénéficiant de l'aide publique (entre 410 et 495 F par mois).

10 % (107 389) bénéficiant des allocations spéciales Assedic (35 ou 40 % du salaire).

20 % (221 861) bénéficiant de l'aide publique, plus des allocations spéciales Assedic.

16 % (175 128) bénéficiant des 90 %.

Le patronat n'y est pas opposé par principe. Mais les négociateurs patronaux, sans doute bien renseignés, rétorquent aux syndicalistes qu'il est utopique d'y compter, et sortent de leurs serviettes cinq propositions. Certaines sont vagues. Le C.n.p.f. propose d'augmenter l'allocation spéciale Assedic (qui est de 40 % du salaire pendant les trois premiers mois du chômage, et de 35 % ensuite). De combien, dans quelles conditions, on l'ignore. De même le versement d'un « cinquième trimestre » d'allocations aux chômeurs dans les régions en crise (lesquelles ?) reste soigneusement dans le flou. En revanche, la dégressivité de l'allocation supplémentaire d'attente (les 90 % accordés en cas de licenciement économique) est dangereusement précise : elle passerait à 80 % au bout de trois mois, à 70 % le trimestre suivant, etc. A cette proposition de dégressivité chère au patronat les syndicats sont plus qu'hostiles.

Les négociateurs patronaux espéraient-ils faire passer cette mesure dans la foulée des déclarations d'intention aussi généreuses que vagues ? Ils doivent admettre — et toute la fin de cette dernière rencontre a tourné autour de ce thème — que les deux hypothèses de

L'ART DE FAIRE DIRE N'IMPORTE QUOI AUX CHIFFRES

Robert Boulin est prudent. Ou malin. Ou « cachotier ». A ceux qui lui demandent : « Combien espérez-vous créer d'emplois avec toutes ces mesures ? », il répond : « Ce ne sont pas les prévisions qui m'intéressent, ce sont les résultats. ». Manière élégante de laisser planer le doute, de laisser croire que l'effort est réel. Car, si le gouvernement affirme « mettre le paquet » pour résorber le chômage, il s'est bien gardé d'indiquer quels résultats concrets il attendait de ses mesures.

En revanche, les « experts gouvernementaux » ont calculé le coût des mesures proposés par le P.s. Celui-ci parlait clair. L'objectif était indiqué en emplois à créer : 150 000 dans l'année. Réponse du gouvernement : « Coût, 110 milliards. »

Personne n'osant penser que les services du libéral Raymond Barre peuvent biaiser avec les chiffres, les triturer, les déformer, il est évident que ce calcul doit bénéficier des derniers acquis de la technique comptable et financière. Si Barre le dit, admettons que cela est vrai. Mais, à moins de penser que le P.s. propose de ne créer que des emplois de luxe, dans des entreprises à forte technologie et à investissement lourd, il faut donc admettre qu'en moyenne le coût d'un poste de travail proposé par la gauche équivaut à un poste de travail envisagé par la droite.

Dès lors, on est en mesure de pallier les silences de Robert Boulin ; en un mot, on peut savoir quelles sont les prévisions non publiées par le gouvernement. Passons sur les mesures du type « amélioration de la réglementation à laquelle sont soumis les cabinets de sélection » ou « extension des aides à la mobilité géographique pour les personnes acceptant d'aller à l'étranger ». On admettra qu'elles sont marginales. Ne cherchons pas à estimer les « incitations » : nécessitant une concertation entre partenaires sociaux et quelques études — car, chacun le sait, entre l'étude et la mise en œuvre éventuelle de ses recommandations, un certain temps s'écoulera. Et examinons le gros morceau, la décision annoncée avec fracas, celle qui rend le sourire à Robert Boulin et permet à Raymond Barre de dire : « J'agis » — le fonds spécial, cette force de frappe économique dont tout dépend.

Dotation du fonds : 3 milliards. Comme il s'agit d'une aide apportée aux patrons, ceux-ci devront, pour en profiter, faire quelque chose. Ces 3 milliards deviendront donc, compte tenu de l'apport patronal, 12 milliards.

Or, on dispose d'un « coût moyen par poste de travail » nouveau, élaboré à l'occasion des propositions socialistes ; il s'agit du résultat d'une division, 110 milliards pour 150 000 emplois. Résultat : 740 000 francs. Ordinairement, pour un poste de travail « cher », on estime qu'il faut un investissement de 200 000 à 300 000 francs ! Que font 12 milliards divisés par 740 000 : 14 864 emplois. Même pas le nombre de licenciés pour raison économique du mois de juin (28 100 personnes) !

financement restent en place. François Ceyrac, président du C.n.p.f., reconnaît d'ailleurs, l'après-midi même dans « le Monde », qu'il « faut trouver un équilibre financier plus équitable entre l'Etat et l'Unedic dans le financement du chômage ». Et, lorsque les négociateurs se séparent, en fin de matinée, un rendez-vous est pris pour le 18 septembre, aucune porte n'est close.

C'est alors que le ministre du Travail, Robert Boulin, entre en scène, l'après-midi. En tirant les conclusions du Conseil des ministres, il se prononce pour un régime d'indemnisation du chômage qui soit plus « incitatif » à la recherche d'un emploi. Le monde des chômeurs est hétérogène, explique-t-il. Sur les 1 100 000 demandeurs d'emploi, il n'y a que 600 000 « vrais » chômeurs, qui ont réellement perdu leur emploi. Les autres ? Ces faux chômeurs dont on nous rebat les oreilles ? Eh bien, ce sont : les jeunes, qui pour une bonne part n'ont aucune formation professionnelle (ça leur apprendra à ne pas trouver de place dans les C.e.t.), les accidentés du travail (qui n'avaient qu'à ne pas tomber de leur échelle), les handicapés (qui n'avaient qu'à marcher droit). Plus les chômeurs en stage (?) et, évidemment, tous ceux qui ne cherchent pas vraiment du travail. Conclusion du ministre : il faut inciter à une reprise plus forte du travail. Dans les Vosges ou chez Terrin, sans doute !...

Evolution comparée du Smic et des allocations de chômage

Smic		Allocation d'aide publique par jour		% Smic
1er juillet 1967 :	2,15	1er septembre 1967 :	6,30	51,3 %
1er décembre 1973 :	5,43	14 janvier 1974 :	10	32,2 %
1er septembre 1978 :	10,85	20 février 1978 :	16,50	26,6 %

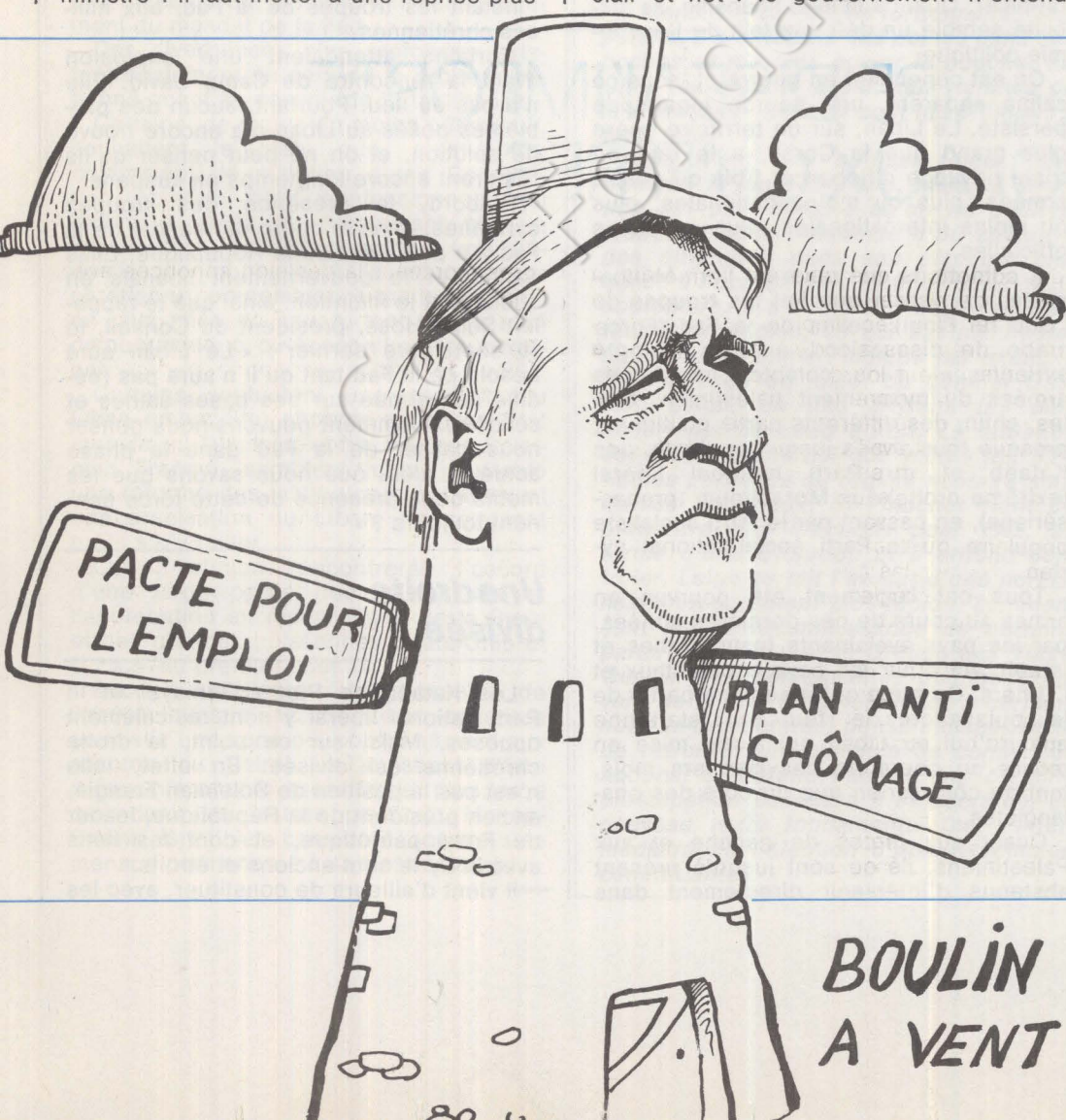
Quant à sa solution pour le financement du chômage, puisque aucune nouvelle dotation n'y est affectée au budget de l'Etat, c'est la pénalisation des heures supplémentaires. Cette mesure consisterait à exiger des employeurs un coût plus élevé de l'heure supplémentaire (30 % au lieu de 25 %) et à réduire la rémunération des salariés (20% au lieu de 25%). Les 10 % d'écart, estimés à 1,8 milliard de francs, seraient reversés à l'Unedic. A condition qu'elle adopte la dégressivité.

Voilà la nouvelle — et unique — contribution de l'Etat. Outre que la somme ainsi dégagée est loin de pouvoir combler le déficit de l'Unedic, qui, fin novembre, n'aura plus de quoi payer un mois de prestations, cette mesure est un blocage clair et net : le gouvernement n'entend pas augmenter sa participation à l'indemnisation du chômage.

Il faut maintenant attendre la prochaine rencontre entre syndicats et patronat, le 18 septembre. Mais les déclarations de Robert Boulin ont, c'est le moins que l'on puisse dire, jeté un froid ; et, d'ores et déjà, certains négociateurs estiment que « si cela continue ainsi, il sera impossible de poursuivre les négociations avec le C.n.p.f. ».

Et les représentants de la C.f.d.t., qui ont procédé, le mardi 12, à un tour d'horizon avec Robert Boulin, ont conclu à la sortie : « Le ministre du Travail spécule sur la résignation des travailleurs en fonction de l'absence d'échéance électorale. » Bilan de cette entrevue : « Deux heures et demie pour rien. »

MICHELE KESPI



Mais ne rêvons pas. Dans l'immédiat, un seul milliard sur les trois pourra être utilisé. Soit, si les patrons suivent, 4 milliards. Ce qui réduit à 3 716 les emplois créés grâce au fonds spécial. A moins que le « coût moyen par salarié nouveau » soit faux, que quelque part un obscur expert ait déjoué la vigilance libérale du Premier ministre et, voulant prouver que le P.s. n'était pas sérieux, ait doublé, triplé, quintuplé les coûts estimés. Qui nous le dira : Raymond Barre horrifié par une telle erreur, ou Robert Boulin affolé à l'idée que tous ses efforts ne permettront — pour l'essentiel de ses mesures — qu'à créer dans les prochains mois seulement 3 716 emplois ? A moins que, docte, sérieux et pédant, Raymond Barre se contente de rappeler que pour ses projets il faut utiliser d'autres chiffres, et que ses milliards permettraient de créer 50 000 emplois, dont 12 500 cette année !

Soyons sérieux. Non seulement le chiffrage gouvernemental des propositions socialistes est faux, archifaux ; mais, malheureusement, les résultats de l'« effort » budgétaire annoncé ne seront pas tellement supérieurs à ces faux calculs. Car le gouvernement, pour tenir l'équilibre de nos échanges, a besoin de freiner notre activité. Donc d'accroître le nombre de chômeurs. Tout le reste n'est que discours.

GUY PERRIMOND

LE LIBAN A L'HEURE DE CAMP DAVID

Dans un pays où ne cessent de s'accumuler les armes et les rancœurs, chacun redoute le moment de l'explosion

De notre envoyé spécial

« Dans la mesure même où le Liban semble se rapprocher d'une explosion sur le plan militaire, il se rapproche d'un dénouement sur le plan politique. »

Ces propos, paradoxaux et pour le moins inquiétants, ont été tenus à Beyrouth la veille de la conférence de Camp David par le leader des Kataëb (les Phalanges — le principal parti des chrétiens conservateurs), Béchir Gemayel.

Ils sont cependant un parfait exemple de la confusion et de la tension profonde qui règne aujourd'hui au Liban.

Ce pays présenté à l'opinion nationale par les phalangistes comme à feu et à sang est d'abord un pays dans l'expectative.

Au plus fort des bombardements syriens, au début de juillet, le nombre de morts n'a jamais excédé dix par jour. Dix de trop sans aucun doute, mais chiffre aucunement comparable à ceux qui furent enregistrés pendant la guerre civile de 1975-1976, où les morts se comptèrent par milliers.

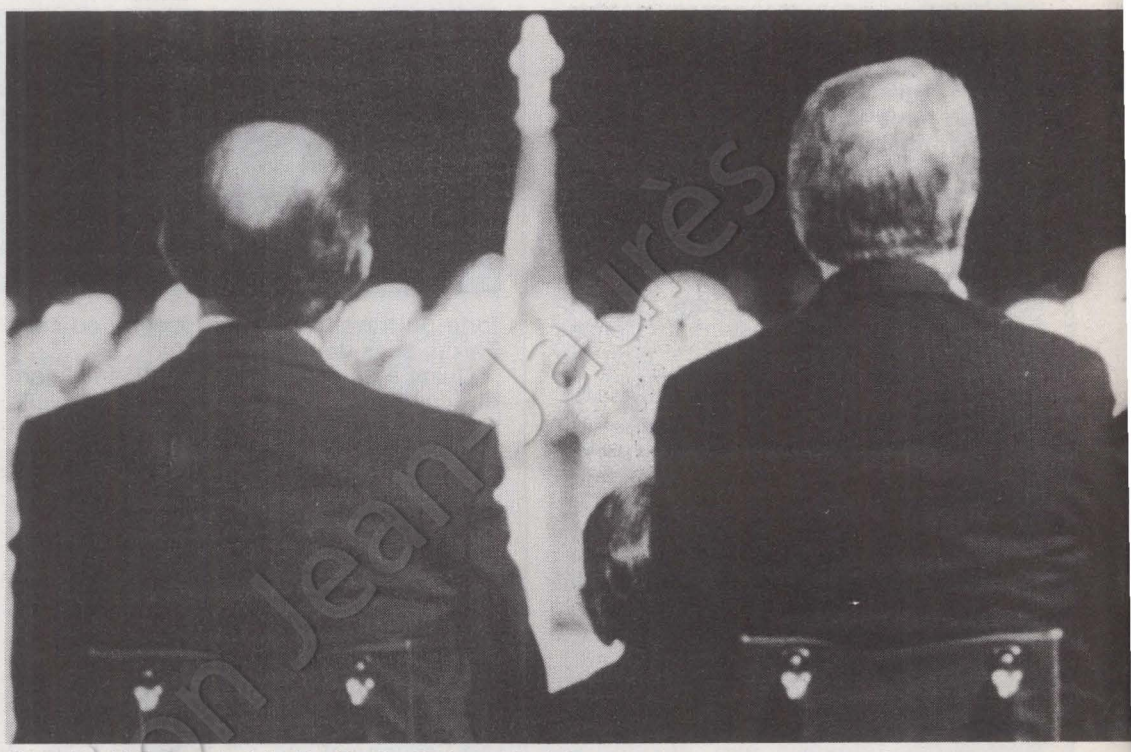
La vie a repris le dessus

Depuis, les Libanais se sont installés dans la guerre. Dès les premiers obus syriens, les chrétiens des quartiers de Beyrouth-Est bombardés gagnent les étages inférieurs des immeubles ou les abris. Ils en ressortent quelques heures après les premiers signes d'accalmie. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui en profitent pour quitter l'est et rejoindre la montagne ou Beyrouth-Ouest.

De ce côté-là, en effet, à Hamra, Raouché, Maazhra, Chiah, la vie quotidienne semble avoir repris définitivement le dessus. Rien ne manque, et — si les cabarets et boîtes de nuit semblent quelque peu délaissés faute de touristes — cafés, restaurants, cinémas et théâtres arrivent à faire salle comble pendant que Hamra, les « Champs-Elysées » de Beyrouth, connaît ses perpétuels embouteillages.

Le week-end, ceux qui ne partent pas à la montagne se dirigent vers les plages et les piscines de Long Beach, de Coral Beach ou du Sporting.

Non, on ne se résout pas, à l'ouest, du bombardement des quartiers est... mais on s'habitue à la guerre, car on y est bien obligé et, du reste, on en a vu d'autres : quelques ruines sont encore là pour le rappeler. Quant à la livre libanaise, sa stabilité semble un défi aux lois de l'économie politique.



Camp David. De gauche à droite : Begin, Carter et Sadate.

On est cependant en guerre et, sous ce calme apparent, une sourde inquiétude persiste. Le Liban, sur un territoire guère plus grand que la Corse, a le rare ou triste privilège d'héberger trois ou quatre armées, plus ou moins nationales, plus ou moins internationales, plus ou moins officielles.

A côté de ce qui reste de l'armée libanaise, coexistent en effet les troupes de l'Onu (la Finul), celles de la Fad (Force arabe de dissuasion), à large majorité syrienne — sans compter les forces armées du mouvement palestinien. Celles, enfin, des différents partis politiques, presque tous armés jusqu'aux dents, des Kataëb et du Parti national libéral (extrême droite) aux Morabitoum (pronassériens), en passant par le Parti socialiste populaire ou le Parti social-national syrien.

Tous ont largement été pourvus en armes au cours de ces dernières années, par les pays avoisinants (pays arabes et Israël), voire par les pays occidentaux et l'U.r.s.s. Ce n'est qu'une mince partie de la puissance de feu qui stationne aujourd'hui au Liban qui a été mise en œuvre au cours de ces derniers mois, tant du côté syrien que du côté des phalangistes.

Quant aux forces de gauche et aux Palestiniens, ils se sont jusqu'à présent abstenus d'intervenir directement dans un conflit qui oppose les autorités légales du pays, dont le bras séculier reste pour l'instant les troupes de la Fad, aux milices chrétiennes.

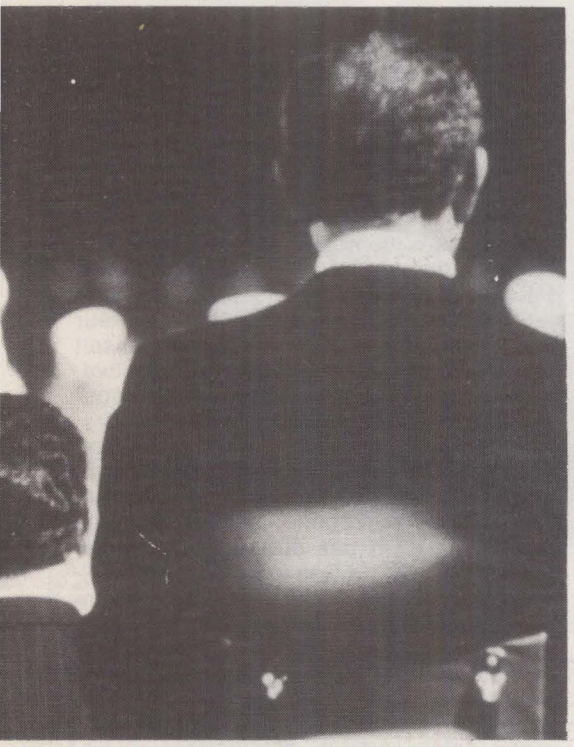
Certains attendaient une explosion avant la rencontre de Camp David. Elle n'a pas eu lieu. Pourtant, aucun des problèmes posés au Liban n'a encore trouvé de solution, et on ne peut penser qu'ils resteront encore longtemps en suspens.

D'abord, la présence des troupes syriennes, dans le cadre du mandat de la Fad. Le président de la République, Elias Sarkis, et le gouvernement libanais en souhaitent le maintien, ainsi que le rappelait Selim Hoss, président du Conseil, le 10 septembre dernier : « Le Liban aura besoin de la Fad tant qu'il n'aura pas réédifié son armée sur des bases saines et solides... Comment pouvons-nous penser nous passer de la Fad dans la phase actuelle, alors que nous savons que les motifs de la présence de cette force tiennent toujours ? »

Une droite divisée

Les Kataëb de Pierre Gemayel et le Parti national libéral y sont radicalement opposés. Mais, sur ce point, la droite chrétienne est divisée. En effet, telle n'est pas la position de Soleiman Frangié, ancien président de la République, leader du Front patriotique, et dont les liens avec la Syrie sont anciens et étroits.

Il vient d'ailleurs de constituer, avec les



forces progressistes du Mouvement national, le « Front national élargi », dont l'un des objectifs est justement le renouvellement du mandat de la Fad.

Des divergences plus profondes existent également au sein de la droite chrétienne quant au devenir de l'Etat libanais.

Certains, de moins en moins nombreux, souhaitent le statu quo, c'est-à-dire, notamment, le maintien d'une Constitution et d'un droit confessionnels qui datent de 1943 et, s'appuyant sur un recensement de 1936, accordent une prédominance politique à la communauté chrétienne, prédominance qui est de plus en plus mise en cause, tant sur le plan démographique qu'économique ou politique.

Certains souhaitent une partition du Liban en un Etat chrétien et en un Etat musulman. D'autres, enfin, tels que Soleiman Frangié, semblent juger inévitable une réforme des institutions libanaises et une arabisation du Liban. Ils semblent prêts à s'y rallier.

Cette solution rencontrerait l'accord d'une large partie des musulmans et l'approbation au moins tacite de la Syrie et des grandes puissances, Etats-Unis et U.r.s.s. au premier chef.

Second problème : la présence de 300 000 Palestiniens. Le Liban constitue pour eux une zone où, conformément aux accords du Caire, ils jouissent d'une autonomie encore assez large, plus large que dans les autres pays du Moyen-Orient. Israël les considère comme une menace permanente à sa frontière nord.

→

IL Y A CINQ ANS LE CHILI

Le 11 septembre 1973 ne marque pas seulement la fin d'une période de l'histoire chilienne, la mort d'un président conséquent jusqu'au bout avec son honneur politique. Le 11 septembre 1973 marque également le début d'une ère de massacres et de crimes contre l'humanité qui se solde par des dizaines de milliers de morts, des dizaines de milliers de prisonniers et de disparus, des centaines de milliers d'exilés plus ou moins volontaires. Un anniversaire ne peut pas être marqué seulement par la nostalgie ou la tristesse. Il est un rappel, brûlant, une claque presque pour nous tous, qui ne faisons pas nécessairement tout ce qui est en notre pouvoir pour que cesse l'horreur au Chili. Après avoir été à la mode, la solidarité avec le peuple chilien a cessé de faire recette. Le côté plus voilé de la répression, les faibles perspectives de changement rapide y sont sans doute pour beaucoup. Les images qui nous ont hantés s'estompent.

Le Chili s'éloigne peut-être de nos têtes et de nos cœurs. Mais la lutte s'est plus développée là-bas en 1978 qu'à aucun moment depuis le coup d'Etat des militaires. Une image peut servir d'indice : c'est celle d'un petit garçon les mains dans les poches, dont le portrait, la statue sont vendus en nombre dans les rues de Santiago et de tout le pays. Ce gamin a une histoire devenue légende : arrêté par les militaires et « interrogé », il a refusé de répondre, de donner sa famille, les siens. Et, devant les tortionnaires stupéfaits, il a enfourné ses poings dans ses poches et n'a plus ouvert la bouche. Au Chili, les enfants aussi sont victimes de la répression, mais ils sont les premiers à tenir tête.

Cela n'est pas suffisant pour faire trembler la junte militaire, mais sa situation est plus difficile qu'on ne pourrait croire. Pinochet lui-même a dû admettre des difficultés dans son discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire du 11 septembre. Il a voulu les limiter au secteur international, ce qui est manifestement faux, comme l'indique par exemple le limogeage en juillet du général Gustavo Leigh, un des artisans les plus importants du coup d'Etat. La situation est telle aujourd'hui que même les plus fidèles partisans du régime militaire sont divisés entre eux. Si Pinochet vient de promettre des élections pour 1985, au terme d'une évolution qu'il entend contrôler, Leigh se fait l'avocat d'une normalisation légèrement plus rapide, commençant par la reconnaissance de certains partis politiques, et le Groupe des Vingt-Quatre (des personnalités politiques qui vont de la droite libérale jusqu'à certains sociaux-démocrates) pense indispensable de retrouver un minimum de consensus national et défend l'idée d'une certaine participation populaire à l'élaboration du nouveau texte fondamental (par l'intermédiaire de l'élection d'une Assemblée constituante).

Pinochet a, pour le moment, les choses bien en main. L'administration Carter limite son offensive actuelle sur les suites de l'affaire Letellier, et les dernières prises de position du président des Etats-Unis sur les événements de Téhéran sont de nature à rassurer tous les dictateurs de la planète, inquiets pendant quelques mois de ses déclarations sur les droits de l'homme. L'actualité nous montre pourtant, au Nicaragua comme en Iran, que les régimes les plus autoritaires peuvent connaître d'énormes difficultés contre un peuple qui se soulève. Gageons que, ces jours-ci, les yeux du petit garçon dont nous parlions tout à l'heure sont dirigés avec espoir vers Managua, que la tentation est de plus en plus forte pour lui de sortir les poings de ses poches pour en faire quelque chose. Les batailles livrées par le peuple chilien en 1978 montrent qu'il n'est pas seul.

FRANCIS PISANI

• Le Parti socialiste français et le Parti socialiste chilien organisent samedi à midi, à l'Assemblée nationale, une cérémonie solennelle à l'occasion du cinquième anniversaire de la mort du président Salvador Allende.



Dans un bidonville de Santiago.

CARTER AU SECOURS DU CHAH

C'est ce qui a notamment provoqué l'invasion par ses troupes du Sud-Liban en mai dernier. C'est ce qui explique le soutien que l'Etat hébreu apporte aujourd'hui aux milices chrétiennes et aux troupes des généraux Haddad et Chidiac qui ont remplacé l'armée israélienne le long de la frontière.

Car, sur le problème des Palestiniens, la droite chrétienne est unanime : leur présence doit être réduite à la portion congrue et ceux-ci doivent être désarmés. Il y a, sur ce point, un parfait accord entre les dirigeants israéliens et Gemayel et Chamoun, qui bénéficient ainsi largement de l'aide israélienne.

C'est également la position de Soleiman Frangié, qui, à plusieurs reprises, a réclamé la répartition des réfugiés palestiniens stationnant au Liban entre les différents pays arabes et l'abolition de leur présence armée.

Telle n'est pas, cependant, l'attitude de ses partenaires du « Front national élargi ». La gauche libanaise a été traditionnellement l'alliée et le défenseur du mouvement palestinien. Elle y a parfois trouvé son plus ferme soutien.

Pourra-t-elle se faire entendre aussi largement que par le passé ? Dans un pays où, tant du côté chrétien que du côté musulman, on est las de la guerre civile et où les classes moyennes sont largement représentées, la question mérite d'être posée.

Les Palestiniens à l'écart

Quant aux Palestiniens, ils semblent vouloir se tenir à l'écart d'un conflit qu'ils considèrent comme interne au Liban. Il est certain cependant qu'ils seront farouchement opposés à une révision de facto, sinon de jure, des accords du Caire, qui irait dans le sens d'une restriction de leur autonomie, du moins tant qu'un règlement global de leur situation ne sera pas intervenu.

Il est fort douteux que l'on ait trouvé à Camp David une solution satisfaisante et immédiate à leur problème. Il sera peut-être alors tentant pour les parties en présence de modifier sur le terrain une situation qui n'aura guère évolué sur le plan politique.

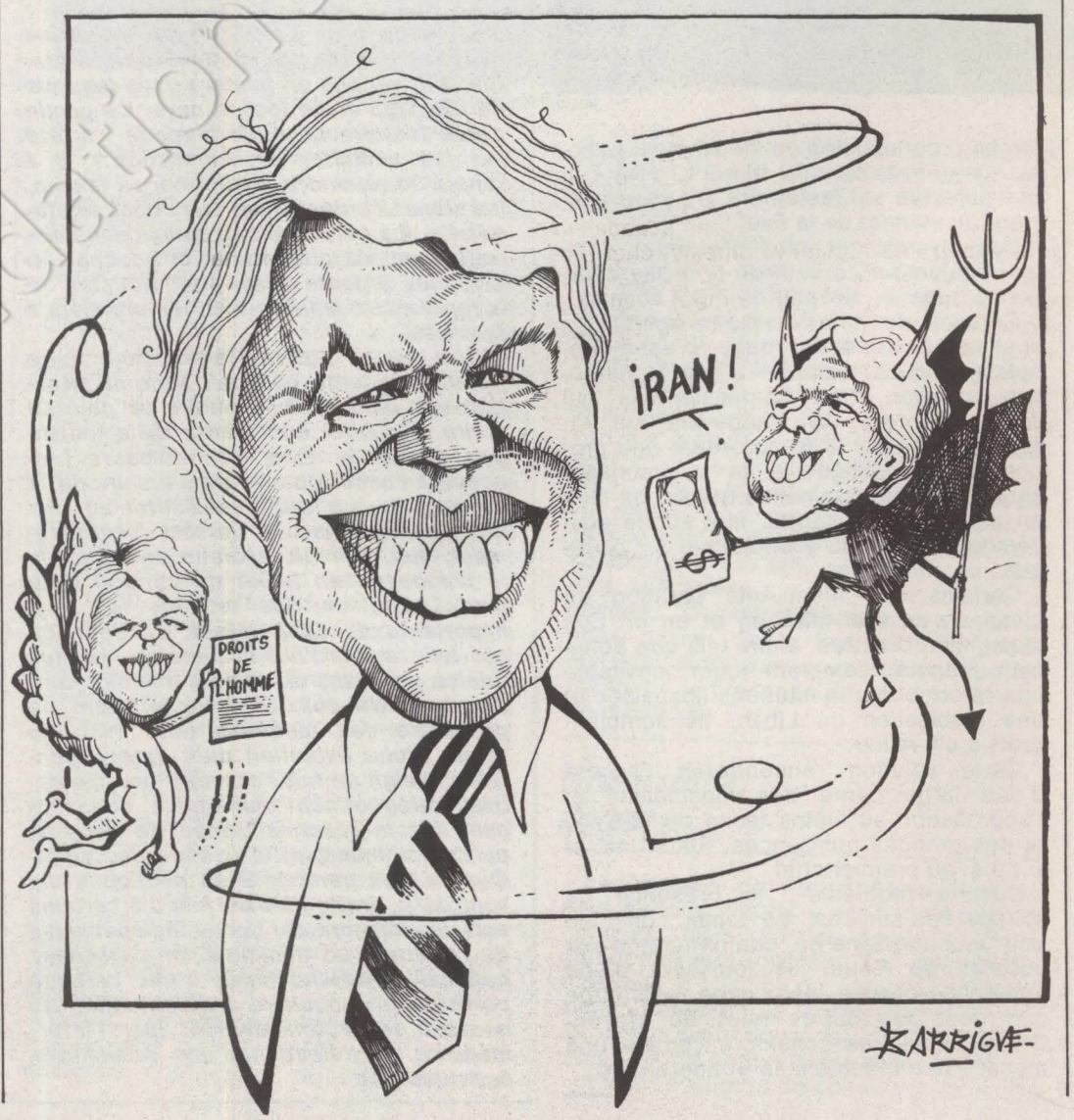
Dans un Liban où depuis des années ne cessent de s'accumuler les armes et les rancœurs, chacun attend et redoute le moment de l'explosion. Le renouvellement du mandat des forces de la Finul, qui doit intervenir le 18 septembre, et surtout celui de la Fad, qui doit avoir lieu avant le 26 octobre, peuvent en fournir le prétexte.

ALAIN SABATIER

Tiraillé entre ses états d'âme et les intérêts américains, le président Carter cherche à soutenir le chah, sans trop se compromettre

En arrivant à Téhéran à la mi-juillet, je ne parvenais pas à cacher ma surprise à mes interlocuteurs de l'opposition. Comment, dans cette dictature, pouvais-je les contacter aussi facilement par téléphone et les rencontrer librement, dans des lieux publics comme à leur domicile ? Tous me répondaient : « C'eût été impossible il y a dix-huit mois. Vous n'auriez pas pu nous voir. Si par hasard vous l'aviez fait, la Savak (police politique) nous aurait immédiatement interrogés et peut-être même arrêtés. Aujourd'hui, la relative libéralisation nous permet d'agir et de nous exprimer dans d'étroites limites. Mais tout cela peut être mis en question du jour au lendemain. » Aucun d'entre eux n'ignorait l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête. A présent, tous ces responsables de l'opposition, hommes posés, d'un âge parfois avancé, ont retrouvé une fois encore les geôles du chah, à l'exception de quelques-uns encore en fuite.

Je mesure combien ils avaient raison de souligner la précarité de l'ouverture. Karim Sandjabi (responsable du Front national), Eslam Kazemieh (cofondateur de l'association des écrivains), qui réalisait avec quelques amis le Jombesh (« Mouvement »), petit journal clandestin ronéoté — « Nous vivons à l'heure de la ronéocratie », commentait-il en souriant — ou encore Seyd Djavadi, auteur de la première lettre ouverte au chah pour dénoncer les abus du régime, et bien d'autres encore n'étaient pas dupes des promesses impériales : « Des paroles essentiellement destinées à rassurer les Occidentaux, et en premier lieu les Américains. »





Tout a basculé en quelques jours. Le 4 septembre, jour de la fin du Ramadan, 500 000 personnes défilaient dans les rues de la capitale, ce qui ne s'était pas vu depuis vingt-cinq ans, à l'époque de Mossadegh. Musulmans chi'ites, les manifestants distribuaient des fleurs aux soldats, qu'ils interpellaient en les appelant « frères ». Des milliers de bouches scandaient le nom de l'ayatollah Khomeiny, chef religieux exilé en Irak depuis quinze ans, dans lequel s'est incarnée la volonté populaire. Son espérance aussi. Les manifestants criaient « Mort au chah » et « Nous ne voulons plus de la monarchie ». Malgré l'extrême tension qui régnait, l'armée et la police n'avaient pas tiré. La manifestation s'était dispersée sans incident. Le Premier ministre Charif-Emami renonçait néanmoins à présenter le 7 septembre le programme de son gouvernement devant le Madjless, l'Assemblée nationale.

Un défilé de douze heures

Ce même 7 septembre, l'Iran connaît une grève générale. A Téhéran, tous les magasins sont fermés. La police et l'armée, mitrailleuses en batterie, quadrillent la ville. La manifestation prévue a été formellement interdite par les autorités. La radio a annoncé que Chariat Madari, chef religieux domicilié dans la ville sainte de Qom, et les leaders de l'opposition auraient déconseillé de s'associer à cette journée d'action. Selon le « Kayhan », quotidien iranien, 1,5 million d'hommes, de femmes et d'enfants n'en ont pas moins défilé pendant douze heures dans Téhéran. Pas une bavure, pas un geste déplacé, pas un carreau cassé n'ont été signalés. Manifestation exemplaire, réponse d'un peuple unanime qui rejette le régime l'opprimant depuis des décennies et qui condamne l'échec de la « Révolution blanche » du chah. En quinze ans d'application, celle-ci n'a réussi qu'à détruire l'économie du pays. Ces réalités n'ont rien à voir avec la propagande simpliste selon laquelle la crise iranienne actuelle opposerait le « modernisme » du chah au passéisme des religieux. Désavoué de manière aussi cinglante, le chah a une fois de plus révélé sa nature de dictateur sanguinaire. Il a fait tirer sur la foule désarmée et pacifique par ses soldats auxquels cette même foule hurlait : « Soldat, mon frère, ne tire pas sur ton frère ! » Aux quatre-vingt-six morts et deux cent cinq blessés officiellement reconnus on sait à présent qu'il faut opposer des chiffres dramatiques, approchant les quatre mille morts. Quant aux blessés, leur nombre est difficile à cerner. Comme il n'est pas encore possible de dresser le bilan de la répression tout aussi sauvage en province.

Dès samedi matin, la loi martiale était prononcée pour six mois dans les principales villes du pays, quadrillées par les chars. La police et l'armée se mettaient aussitôt en chasse, arrêtant des centaines d'opposants politiques, de religieux et de journalistes, tandis que la presse se voyait interdire tout « article contre le gouvernement et ses décisions ».

Mis au pied du mur par Washington, entre la désignation d'Ali Amini comme Premier ministre — poste déjà occupé en 1963 par cet ami des Américains, seul susceptible à leurs yeux de sortir l'Iran de l'impasse actuelle — et un coup de force militaire, le chah a opté pour la seconde solution, sans pour autant que le recours à Amini soit définitivement exclu. Désormais, il est dans les mains d'une armée qui lui a demandé carte blanche pour rétablir l'ordre. « Traditionnellement, explique Abol Hassan Banisadr, opposant iranien en exil, le chah représentait en Iran l'unité nationale, jouant l'équilibre entre l'armée, les tribus et les religieux. Son départ provoquait toujours le chaos. Aujourd'hui,c'est l'inverse. Le chah n'est plus qu'un masque. »

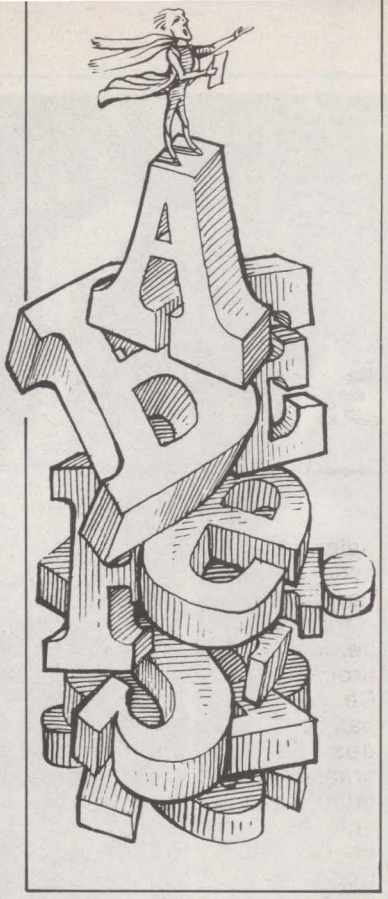
Garden-party et enterrement

Un masque qui ne parvient même pas à dissimuler ceux qui sont derrière. Essentiellement, les Américains, qui viennent de renouveler leur appui au chah, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne cherchent pas une autre solution un peu moins compromettante pour eux. Le 10 septembre, Charif-Emami a présenté son cabinet au Madjless sous la protection des chars. Il l'a qualifié sans sourciller de « gouvernement de réconciliation nationale », ajoutant que « la politique de libéralisation serait poursuivie » ! Le même soir, le chah offrait une garden-party dans son palais de Saadahad aux représentants de la haute finance internationale. Alfred Jarry et son roi Ubu étaient dépassés...

Aujourd'hui, le peuple enterre ses morts. Les leaders religieux ont condamné les massacres et appelé à la résistance. Tandis que, dans le monde entier et en particulier à Paris, des manifestations de solidarité avec l'Iran se déroulaient, cette résistance a déjà commencé à s'organiser. Pour le chah, rien n'est encore réglé.

JEAN-LOUP REVERIER

Jean-Jaurès



nos lecteurs ont la parole

La mission de Robert Fabre

Robert Fabre lit très certainement la presse bourgeoise et il a pu constater que dans un numéro récent de « la Vie française » il était écrit : « Le chômage, il faut s'habituer à vivre avec. » Cette phrase résume tout à fait la réalité cynique du capitalisme sauvage, pour lequel le chômage n'est pas un hasard, mais une nécessité impérieuse liée à la loi du profit.

Et qu'on ne vienne pas nous raconter que les progrès de la technique engendrent fatalement le chômage. Non, une technique bien comprise est génératrice de nouveaux emplois. Naturellement, il y aura des reconversions, mais la technique doit être au service de l'homme — et non l'inverse.

La réalité, c'est que le chômage est l'une des plaies inhérentes au système capitaliste, qui ouvre ou bien ferme les entreprises suivant un schéma implacable de rentabilité. Pour le capitalisme, l'homme ne pèse rien en face du profit.

Aussi la « mission » de Robert Fabre, même si elle part d'un sentiment généreux, rejoint ce genre d'actions ou d'études qui négligent les racines pour ne s'occuper que des résultats.

(D. SALLENT
section entreprise P.t.t.-
Télécommunications)

Les propos d'Edmond Maire

Militant du P.s. mais aussi de la C.f.d.t., j'ai été désagréablement surpris de certains propos tenus par Edmond Maire lors du meeting de rentrée du mercredi 6 septembre.

Je tiens à dire que, contrairement à ce que dit Edmond Maire,

1) Le Parti socialiste s'occupe d'autres choses que d'« électoralisme », entre autres la présentation prochaine d'un nouveau projet socialiste. Ce projet auquel participent tous les socialistes demande réflexions, études, analyses, afin d'être cohérent, efficace, actuel et... réalisable. Les socialistes l'attendent, les autres aussi. Edmond Maire devrait le savoir !

2) Dire que le Parti socialiste ne s'intéresse aujourd'hui qu'aux élections européennes de 1979, c'est faire preuve de légèreté.

La transformation de la société, sauf cas peu probable ou peu souhaitable de révolution, ne pourra se faire chez nous que dans le cadre de l'Europe, d'où nécessité d'une Europe politique la plus « socialiste » possible. L'apport des pays de l'Europe du Sud sera, en ce sens, bénéfique.

L'échec électoral du mois de mars, pour lequel le P.c. porte une part de responsabilité, vient aussi de ce qu'un certain nombre de Français se sont ancrés à droite afin d'éviter, pensaient-ils, l'isolement de la France ou sa mise à l'index par nos partenaires.

Tout cela, Edmond Maire doit bien le savoir. C'est un choix juste de Mitterrand d'attribuer beaucoup d'importance aux problèmes de l'Europe, même à l'occasion de l'élection de son Parlement.

JEAN ARBEZ
69300 Caluire)

Sortir des sentiers battus

Comment dépasser les difficultés propres à la gauche française, lui redonner l'élan, le dynamisme, l'enthousiasme, si ce n'est en sortant des sentiers battus et des schémas dépassés ?

Là où ont échoué les âpres discussions sur les doctrines et les programmes, seuls le cœur et le mouvement des peuples sont capables de forcer la victoire.

Imaginons que se produisent les faits suivants :

— Le 1er octobre 1978, le Parti socialiste annonce solennellement qu'il a la volonté de se réunir au P.c.f., d'effacer le Congrès de Tours, de travailler avec toutes les autres forces de gauche.

— Simultanément, il propose au P.c.i. d'établir avec lui des liens nouveaux et étroits pour préfigurer la création d'un parti de gauche européen.

— Le 1er décembre 1978, avant les élections européennes, est lancée en France et en Europe, une grande pétition contre le capitalisme, pour l'entente de toutes les forces de gauche, pour un nouveau modèle de société.

— Aussitôt après ces élections, sont créés partout des milliers de comités d'action locaux, sur des problèmes concrets : emploi, cadre de vie..., ouverts à tous — citoyens, associations, syndicats, partis politiques, etc. — avec les moyens indispensables : commissions spécialisées, animation, formation, comités de coordination.

— Le socialisme, enfin, enrichit encore et renouvelle sa pensée pour se donner de nouvelles dimensions à la mesure de la révolution technique et de l'évolution de la civilisation chrétienne, pour le XXIe siècle.

Cette suite d'événements, beaucoup s'en réjouiraient. Finis, la morosité, les soupçons ! Partout renaîtraient le mouvement et l'espoir, plus forts que jamais.

(GUY MAUGE
conseiller général de l'Eure)

Neuf mois pour réussir

L'Union de la gauche doit être reconstruite. Elle reste avec tous ses risques et ses limites le seul moyen de changer de société.

Que faut-il pour la réussir ?

1) D'abord, un parti uni, dans lequel l'esprit de synthèse l'emporte sur l'esprit de désunion, et dans lequel le débat des idées l'emporte sur les querelles de personnes.

Les dernières semaines nous ont fait progresser rapidement dans les deux domaines. En ce qui me concerne, je continuerai toujours à lutter dans ce sens pour l'Union et la synthèse dans le parti sans reniement ni asservissement.

2) Ensuite, un débat au fond avec nos partenaires, non plus sur les causes de la rupture de septembre 1977, mais sur ce qui nous unit et sur ce qui nous différencie.

Il est temps de relancer le débat idéologique sur le type de société à construire et d'interroger les communistes sur le type de société que très précisément ils souhaitent.

Il n'est plus possible de se contenter d'une référence constante aux pays « socialistes » d'Europe de l'Est, accompagnée de critiques ponctuelles plus ou moins appuyées, le tout baigné de déclarations d'intention de « faire autre chose » en France.

Veut-on, oui ou non, participer au commerce international en se pliant à ses règles de bases ?

Des réponses à ces questions découlent des structures économiques, politiques, éducatives qui entraînent ou n'entraînent pas un pays vers une voie autoritaire.

Nous acceptons souvent le débat qu nous est fait sur la social-démocratie. Imposons à nos partenaires celui sur toutes les formes du « stalinisme », quels que soient l'homme, le pays et l'époque.

Notre parti doit prendre des initiatives en ce sens, et cela rapidement.

Les neuf mois qui nous attendent ne manqueront pas d'intérêt. C'est tout l'avenir de la gauche en France qui en dépend.

Si nous réussissons, l'échec de mars 1978 n'aura été qu'une expérience supplémentaire nécessaire.

Si nous échouons, nous aurons un jour des comptes à rendre.

(GERARD CAUDRON
maire de Villeneuve-d'Ascq)

Et si elles voulaient vivre le changement ?

Mais quel changement voulons-nous vivre ? Depuis 1971 quelques progrès ont été accomplis, mais le changement que nous voulons vivre passe par une redistribution des rôles des Hommes et des Femmes dans la famille, dans le travail et dans le Parti lui-même. Bien sûr, la société capitaliste tend de plus en plus à réifier nos rapports au travail, aux autres individus dans la vie de chaque jour. Mais, plus profondément, n'y a-t-il pas un fait de civilisation plus ancien, plus tenace, qui fait des femmes, de bonnes adjointes, et ce, dans le meilleur des cas ?

Derrière cette contestation, parfois mesquine, parfois violente, qui s'élève contre la création du courant III, ne faut-il pas voir d'autres résistances ?

Vouloir vivre une véritable démocratie, c'est remettre en cause le fonctionnement et l'exercice du pouvoir à l'intérieur du parti, c'est en même temps réclamer un véritable partage des responsabilités dans un parti qui promet l'autogestion et la décentralisation.

Dans une société qui privilégie les hommes, ce nouveau discours gêne, parce qu'il bouscule les traditions, parce que déjà des groupes de travail commencent à se mettre en place, et des militantes de différentes associations populaires y proposent leur participation ; bref, ce discours gêne parce qu'il est révolutionnaire.

Mais socialisme et révolution ne devraient-ils pas faire route ensemble ?

(ARLETTE KREBS
ANNE-MARIE BLANC
CLAUDE QUET
78 - Mantes)

changer la vie politique en France

La première grève des profs de gym

Jeudi prochain, les élèves des établissements publics seront dispensés de leur cours de gymnastique. La raison : les professeurs auront, dès le matin, entamé la première grève de l'année. Le plan de relance de l'éducation physique présenté début septembre par Jean-Pierre Soisson a provoqué un tollé général. Selon les profs de gym, les décisions qui viennent d'être prises : obligation systématique et autoritaire de deux heures supplémentaires et limitation à deux du nombre d'heures qu'ils pourront effectuer au titre de l'animation sportive, sont particulièrement scandaleuses.

Cette année encore, des centaines d'étudiants d'éducation physique ont été formés de façon très spécialisée quatre ans après le baccalauréat, mais se sont vu refuser l'accès à l'enseignement. Six cents postes ont été créés pour trois mille candidats. Et, ajoute le Syndicat national de l'éducation physique (Snep), « les 60 millions qui viennent d'être débloqués pour payer les heures supplémentaires demandées aux enseignants suffiraient à embaucher les 747 étudiants injustement collés cette année »... « Quant aux 8 000 étudiants actuellement en formation, conclut-il, ils n'ont pour avenir que le chômage, puisque aucun poste n'a été prévu au budget de 1979. »

La Fen, qui a pris contact dès cette semaine avec le ministère, souhaite négocier rapidement. André Henry, son secrétaire général, a rappelé, au cours d'une conférence de presse mercredi, qu'il y aurait en fin d'année mille six cents postes de retard sur le Plan.

Réquisitoire ou démonstration ?

L'article dans lequel Claude Estier rappelait la semaine dernière quelques-unes des accusations mensongères développées cet été contre le P.s. par les dirigeants du P.c.f. n'a pas eu l'heur de plaire à René Andrieu ni à Georges Marchais. Le premier, dès le lendemain, dans « l'Humanité », le second samedi à T.f. 1 l'ont qualifié de « violent réquisitoire contre le parti communiste ».

Mais, comme ni l'un ni l'autre n'ont cité la moindre ligne de l'article, les militants communistes qui ne lisent pas « l'Unité » ni « le Monde » (qui a repris quelques passages de l'article) ne sauront jamais que cet article a gêné la direction du P.c.f., non parce qu'il était un réquisitoire — ce qu'il n'était pas —, mais parce qu'il apportait une démonstration de la mauvaise foi de ladite direction, ce à quoi celle-ci est incapable de répondre.



A la télé ou au ministère ?

La procédure — un peu lourde et qui doit certainement être repensée — du droit de réponse instauré à la télévision a été quelque peu mise à mal par l'incident provoqué lundi soir par Pierre Juquin, quittant le débat à peine commencé après avoir accusé Antenne 2 de censure parce que cette chaîne avait refusé que le P.c.f. soit représenté par sa candidate à une prochaine élection partielle. Ce qui n'aurait effectivement pas été équitable à l'égard des autres candidats, et notamment d'Edwige Avice, qui reste la mieux placée pour enlever le siège de Christian de La Malène invalidé par le Conseil constitutionnel.

Regrettant l'absence du P.c.f., Claude Estier — qui représentait le P.s. dans l'émission d'Antenne 2 — a continué le débat malgré le déséquilibre ainsi créé (un porte-parole de l'opposition contre trois du Pouvoir), pour dénoncer la carence du gouvernement en matière d'emploi. Il a, en effet, estimé qu'il était au moins aussi valable de s'exprimer sur ce sujet devant les téléspectateurs que dans le silence d'un bureau ministériel comme Georges Marchais l'a fait mercredi en allant rendre visite à Robert Boulin.

Le secrétariat national du P.s., très touché par les marques de sympathie qui lui ont été manifestées à l'occasion du décès de Marie-Thérèse Eyquem, adresse à tous ses remerciements et confirme sa volonté de poursuivre auprès des diverses associations l'action entreprise sous l'impulsion de Marie-Thérèse Eyquem.

Un certain 22 novembre

Le président Carter n'a décidément pas de chance ! Non seulement il n'a pas tiré de la spectaculaire rencontre imaginée par lui à Camp David les résultats qu'il espérait, mais encore un autre fait imprévu est venu depuis plusieurs jours lui ravir la « une » des grands journaux américains : le rebondissement de l'enquête sur l'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre 1963. Quinze ans plus tard, cette enquête va, en effet, repartir de zéro après que des experts en acoustique, se fondant sur une bande sonore de la police, eurent convaincu la commission spéciale du Congrès que, ce fameux jour à Dallas, quatre coups de feu et non pas trois — comme l'a toujours affirmé le rapport Warren — avaient été tirés en cinq secondes sur le président. Or, une demi-seconde seulement séparait le troisième et le quatrième coup de feu. Ils ne pouvaient donc provenir du fusil, d'assez vieux modèle, de Lee Harvey Oswald, ce qui conforte la thèse, déjà avancée précédemment, mais rapidement écartée, qu'il y avait bien un second tireur, situé à un tout autre endroit que le dépôt de livres dans lequel se tenait Oswald. Deux tireurs : il ne s'agit donc plus d'un geste isolé mais d'un complot organisé contre le président et dont on a cherché jusqu'à présent à dissimuler la réalité. On comprend mieux, dès lors, l'un des aspects les plus troublants de cette affaire, à savoir l'hécatombe qui a suivi l'assassinat du président et celui de son meurtrier présumé Oswald. En quinze ans, ce ne sont pas moins de vingt-quatre personnes liées de près ou même parfois d'assez loin aux principaux protagonistes qui ont étrangement disparu par mort violente, assassinées ou « suicidées », avant d'avoir pu dire ce qu'elles savaient.

Plusieurs livres ont déjà été consacrés à l'assassinat du président Kennedy, rappelant les différents « lobbies », notamment celui des cammionneurs, qui auraient pu souhaiter sa disparition. Les nouveaux développements de l'enquête semblent confirmer que l'on savait en haut lieu beaucoup de choses, mais qu'on a caché la vérité au nom de la raison d'Etat. Aujourd'hui, les grands journaux américains foncent dans la brèche ouverte, comme ils l'ont fait il y a quatre ans avec l'affaire du Watergate.

changer la vie sociale

Comment sauver Terrin ?

Depuis la mort de Terrin, le 8 septembre, depuis que 3 000 salariés se retrouvent sans travail, nul, à Marseille, ne s'est résigné.

Les syndicats manifestent pour montrer que Terrin est viable. La municipalité socialiste de Marseille en est également convaincue. Elle a remis au ministre des Transports, Joël Le Theule, un plan de sauvetage. La solution socialiste ressemble à celle qui fut adoptée pour sauver Titan-Coder, il y a trois ans : à l'époque, la municipalité avait racheté tous les actifs immobiliers de l'entreprise métallurgique et assumé toutes ses dettes, ce qui avait permis le réemploi de 700 des 1 300 salariés.

La fédération socialiste a expliqué, le 11 septembre, aux Marseillais pourquoi Terrin devait vivre. Un pan tout entier de l'économie marseillaise, la réparation navale, risque de s'effondrer avec le groupe Terrin. Depuis 1975, la fédération des Bouches-du-Rhône du Parti socialiste, par les voix notamment de Gaston Defferre, député et maire de Marseille, Antoine Andrieux, sénateur, Charles-Emile Loo, premier secrétaire fédéral, a mis en garde les pouvoirs publics sur les dangers que court la réparation navale.

Ses avertissements n'ont pas été entendus.

Les licenciements se sont succédé les uns aux autres à un rythme accéléré chez Terrin : 250 en 1976, 400 en 1977, 825 en mai 1978. Licenciement collectif des salariés du secteur réparation navale Terrin en 1978, soit 1 170.

Aujourd'hui, l'entreprise risque de fermer définitivement ses portes, entraînant avec elle de nombreux sous-traitants. On estime que 10 000 personnes sont concernées directement ou indirectement par ce drame.

Le Parti socialiste a engagé une lutte nationale pour sauver Terrin. La fédération des Bouches-du-Rhône du Parti socialiste a invité les responsables du P.c., du P.s.u., des gaullistes de progrès, du M.r.g., C.g.t.-F.o., C.g.c. et C.f.t.c., à se réunir prochainement à la mairie de Marseille pour définir tous ensemble une position commune et les solutions qui s'imposent. Seule l'union de toutes et de tous permettra de triompher. La mort de Terrin, ce serait aussi le déclin de Marseille. Mais Terrin n'est pas mort. Terrin peut et doit vivre.

Les menaces du « bon sens » du Crédit agricole

Le Crédit agricole de l'Ile-de-France, caisse régionale dont le secteur d'activité couvre la région parisienne et qui n'hésite pas, dans sa publicité, à utiliser « le bon sens près de chez vous », vient de s'illustrer dans l'escalade de la répression patronale.

Comme le prouve l'histoire d'Henri Rech, guichetier itinérant, salarié depuis plus de dix ans dans cette banque, à qui l'on reprochait certains faits, jugés graves par la direction. La C.g.t., pour sa part, considérant que les griefs à son encontre ne pouvaient provoquer son licenciement, il a refusé de démissionner de l'entreprise comme lui demandait la direction et, devant la menace de licenciement, il a absorbé de fortes doses de barbiturique. Il était la semaine passée dans le coma à l'hôpital de Melun.

Il faut signaler que dans le Crédit agricole le patronat n'hésite pas à recourir aux menaces afin que les salariés démissionnent, évitant ainsi les licenciements.

« Il est urgent, estime la C.g.t., de dénoncer cette pratique qui prive le salarié de tous ses droits. » Et elle ajoute : « Le patronat du Crédit agricole doit être tenu pour responsable de cette tentative de suicide d'un salarié condamné au chômage. »

« Assainissement » chez Eternit

La société Eternit-Industries vient d'annoncer par un communiqué de presse qu'elle entend licencier 975 salariés sur un effectif total de 5 050 personnes. Ce licenciement intéresse tous les établissements de la société, et notamment ceux des Yvelines.

Cette société, qui est l'un des premiers producteurs français de matériaux de construction et de canalisations, paraît avoir toujours eu une situation financière saine et une gestion équilibrée. Le licenciement collectif important auquel elle est conduite s'explique, semble-t-il, par la diminution profonde de ses débouchés. Les commandes résultant de programmes de logements collectifs sont en baisse de 50 % sur quatre ans. Les commandes intéressant des bâtiments agricoles sont en baisse de 25 % pendans les mêmes quatre ans. Celles qui touchent le secteur industriel sont également en baisse. Plus gravement encore, les commandes de canalisations pour l'aduction d'eau sont en baisse de près de 50 %, elles aussi, et les canalisations d'eau pour l'assainissement en baisse guère moins profonde.

Dans la plupart de ces cas, les restrictions de commandes s'expliquent par des restrictions de crédits publics affectés aux activités correspondantes. C'est tout spécialement le cas pour les logements collectifs, l'adduction d'eau et l'assainissement.

La société avait limité jusqu'à présent sa baisse d'effectifs en pratiquant le chômage partiel sur une large échelle. Aujourd'hui, elle emploie les grands moyens. Ce qui étonne lorsque l'on connaît les résultats de l'entreprise :

— Augmentation de son capital en 1977, qui passe de 6,5 milliards d'anciens francs à 11 milliards par l'incorporation de réserves ;

— Distribution de milliards de dividendes ces dernières années ;

— Constitution d'une provision de 8,8 milliards inscrite au bilan ;

— Des profits substantiels ;

— Des investissements considérables du groupe dans les filiales, et notamment à l'étranger (Grèce, Tunisie, Sénégal), là où la main-d'œuvre est à bon marché, ce qui explique la régression des exportations.

Assemblée préalable au vote secret des ouvriers de la société Terrin.



Perquisition abusive

Le personnel des P.t.t. du centre de tri de Pontoise (Val-d'Oise) a suspendu le travail dans la nuit du 8 au 9 septembre 1978.

Cet arrêt de travail est une forme de protestation des personnels concernés contre l'intrusion des policiers dans le centre de tri et surtout contre les méthodes employées.

Prétextant de la disparition de correspondances, les policiers ont perquisitionné, fracturant les vestiaires des agents absents pour en vérifier le contenu (rappelons à cette occasion que la majorité des agents affectés dans les centres de tri travaillent la nuit).

Des maisons et des femmes

A l'initiative de la municipalité socialiste, une maison pour les femmes (battues ou non) vient de s'ouvrir à Montpellier. Un havre destiné à accueillir les femmes et leurs enfants « durant tout le temps qui leur sera nécessaire pour se reposer, réorganiser leur vie et se réinsérer ».

La municipalité a également décidé l'ouverture d'un centre d'informations et de rencontres pour les femmes, ouvert aux associations féminines et autogéré par elles.

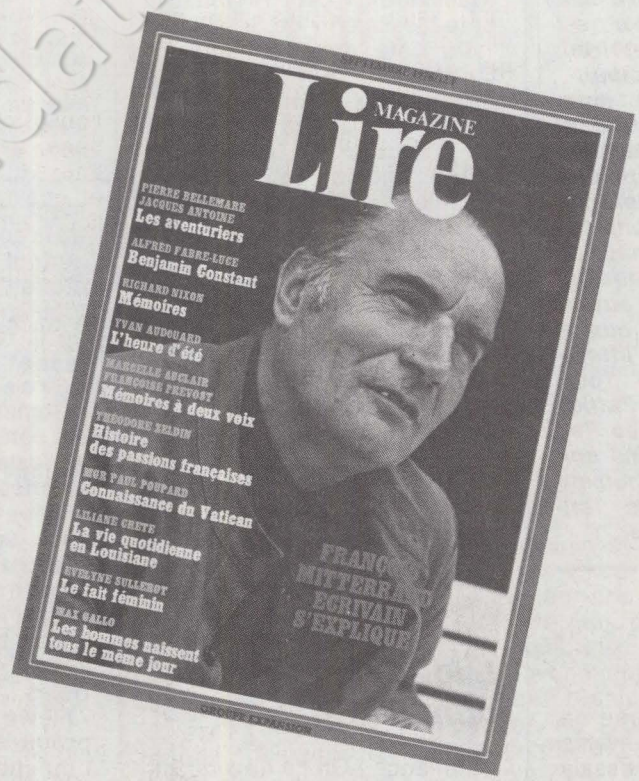
Châtellerault : Monaury remplace Monory

Le samedi 9 septembre, s'ouvrait à Châtellerault la foire-exposition annuelle qui devait être inaugurée par René Monory, ministre de l'Economie. A l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., un millier de personnes s'étaient rassemblées pour protester contre la fermeture des établissements Gallus, seul fabricant français de matériel dentaire, et le licenciement de ses 273 salariés. Cette fermeture est la cinquième depuis les élections législatives , et il pèse sur l'économie châtelleraudaise de nombreuses autres menaces. René Monory n'a pas pu entrer sur le lieu de la foire et, suivi du député Jean-Pierre Abelin et de Mme Geneviève Abelin, maire de Châtellerault, a dû regagner sa voiture. Le ruban symbolique (remplacé au dernier moment par une paire de bretelles) a été tranché par le dirigeant C.g.t. de Gallus qui répond au nom de Monaury...

"JE DONNERAIS TOUTE L'ŒUVRE DE MALRAUX POUR "LES MOTS" DE SARTRE"

C'est François Mitterrand qui le déclare à LIRE dans l'interview exclusive qu'il a accordée à Pierre Boncenne à l'occasion de la sortie de son nouveau livre "L'Abeille et l'Architecte".

Un entretien exceptionnel publié dans le numéro de septembre de LIRE MAGAZINE.



LIRE, en vente partout, 12 F.

changer la vie culturelle

Mitterrand à « Apostrophes »

A la date du 19 mars 1978, à peine connus les résultats du second tour des élections législatives, François Mitterrand a écrit sur son journal : « La politique obéit si souvent aux lois de la physique que j'attends maintenant du principe d'Archimède une somme de doutes, d'abandons, d'insolence et d'injures exactement égale à la somme d'éloges, de soumissions et de serments que m'eût procurée le gouvernement contraire. »

Ces simples lignes, les seules écrites ce soir-là, font partie des pages inédites (la rencontre avec Brejnev, celle avec Kissinger, un séminaire en Crète autour de Mikis Théodorakis, etc.) qui, mêlées aux chroniques parues dans « l'Unité » de 1975 à 1978, constituent le nouveau livre du premier secrétaire du P.s. : « l'Abeille et l'architecte » (Flammarion), mis en vente cette semaine.

Cet ouvrage, dont nous reparlerons bientôt et, qui, si l'on en juge par les premiers commentaires, est appelé à faire quelque bruit, sera ce vendredi soir, sur Antenne 2, le sujet central de l'émission « Apostrophes » pour laquelle Bernard Pivot a réuni autour de François Mitterrand quatre noms importants de la littérature actuelle : Michel Tournier, Paul Guimard, Patrick Modiano et Emmanuel Le Roy Ladurie. Quatre écrivains non politiques pour juger l'homme politique écrivain. Une rencontre à ne pas manquer.

Les essais de la rentrée

Les rayons de la rentrée ne sont pas seulement envahis par les romans. Les « essais et autres documents » s'y taillent aussi une belle place. Procédons par catégories.

« Entretiens avec René Lévesque, Premier ministre du Québec » (Stock), « Rapport sur la peine de mort », par Amnesty International (Simoën), « Main basse sur l'Afrique », de Jean Ziegler (le Seuil), « la France au bois dormant », d'André Fontaine (Fayard), « Avoir vingt ans en Chine », de Jean-Jacques Michel et Huang He (le Seuil), « Lettres de Bretagne », de Pierre-Jakez Hélias (Galilée), « le Ghetto judiciaire », de Philippe Boucher (Grasset), « le Pull-over rouge », de Gilles Perrault (Ramsay ; voir notre article dans ce numéro, en page 28), « l'Affaire Moro », par Leonardo Sciascia.

En histoire : « Proudhon », de Daniel Guérin (Gallimard), « Quatre Femmes terroristes contre le tsar » (Maspero), « Journal de guerre d'un patriote français » (Simoën), « Carnets, 1921-1944 », de Louis Guilloux, « l'Affaire telle que je l'ai vécue », de Mathieu Dreyfus, « Chronique de septembre », de Paul Nizan, « Penser la révolution française », de François Furet (Gallimard), « Leni Riefenstahl et le IIIe Reich » (le Seuil).

Du côté des femmes, « la Question féminine », de Simone de Beauvoir (Gallimard), ne paraîtra qu'à la fin de l'année. En attendant : « Une femme en exil », de Madeleine Chapsal (Grasset), « Ecoute ma différence », de Mariella Righini, « Il était des femmes dans la Résistance », d'Ania Francos (Stock).

En littérature : « Nouvelles Hébrides », de Robert Desnos, « le Roland Barthes sans peine », de Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud (Balland), « Lectures en Amérique », de Gertrude Stein (Christian Bourgois), « le Tour de France, II », d'Anne Pons (Tchou), « Boris Vian, les amerlauds et les godons », de Gilbert Pestureau (10-18).

L'idéologie gominante

Méfiance ! On l'a déjà dit ici, l'étiquette « film musical » sert ces temps-ci à recouvrir n'importe quoi. On nous en promet à la pelle.

Bon exemple : le « clou » du festival qui se déroule actuellement dans une cité balnéaire de la côte normande et qui vise surtout à la double promotion d'une firme américaine de distribution cinématographique et de la municipalité de la comtesse d'Ornano. Intitulée « Grease » (c'est-à-dire « Gomina »), cette œuvrette a été concoctée, sur le thème de la nostalgie rock des lycéens américains de la fin des années cinquante, par quelques épiciers de la pellicule cherchant à conjuguer les mérites commerciaux du « rétro » et du « disco ».

Cela pourrait donner un nouveau « American graffiti ». Hélas ! ce n'est qu'un sous-« Fièvre du samedi soir », où le producteur a réembauché l'inévitable John Travolta. Quelques ringards comme Frankie Avalon, une musique à côté de laquelle le fadasse disco de « la Fièvre du samedi soir » semblerait consistant : voilà « Grease ».

Les apparitions — dont trois chansons — de Stockard Channing, l'étonnante comédienne de « Vol à la tire », ne suffisent pas à rendre cette gomina moins poisseuse.

Jazz à Paris

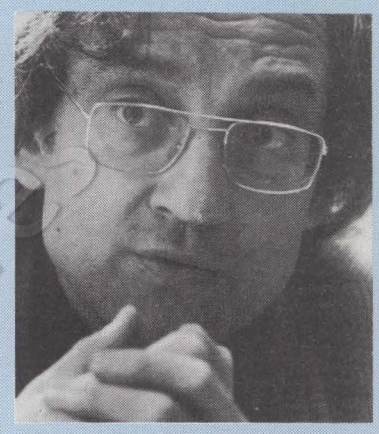
Un nouveau lieu de spectacle s'ouvre à Paris : « le Point-Virgule », 7, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, dans le Marais. Il est inauguré par un festival de jazz : seize concerts, à 18 h 30, entre le 20 septembre et le 5 octobre.

Au programme : Patrice Caratini, Even Chandly, Jean Cohen, François Couturier, Marc Fosset, Siegfred Kessler, les Hot d'Oc, Didier Le Vallet, Gilbert Leroux, Marzak Mouthana, Gust Nemeth, Marc Richard, Jean Querlier, Michel Rocques, Bernard Tessier et Jacques Thollot. Renseignements au 278-67-03.

La légende du XXe siècle selon Max Gallo

« Les hommes naissent le même jour » : ainsi s'intitule le nouveau roman de Max Gallo, qui paraît ces jours aux Editions Robert Laffont. Le livre tient les promesses du titre. Dès la première page, Gallo nous entraîne sur les traces de sept enfants qui sont tous nés le 1er janvier 1900 : un Américain à San Francisco, un Chinois près de Changaï, une Russe à Saint-Pétersbourg, une Juive à Varsovie, une Indienne à La Paz, un Allemand à Munich et un Français à Paris. Leurs destins vont se croiser, se rencontrer parfois, se contredire souvent, se compléter au hasard de l'Histoire.

La petite Russe, Anna Spasskaïa, abandonnera le piano pour la révolution bolchévique. C'est la Polonaise Sarah Berelowitz qui deviendra une grande pianiste internationale et connaîtra l'amour avec ce jeune Français né le même jour qu'elle, Serge Cordelier. Un missionnaire italien, le père Bertolini, involontairement, créera un lien ténu entre l'Indienne Dolorès et le Chinois Lee Lou-ching. Et Dolorés, mariée à un diplomate américain, arrivera à Berlin au moment où le Munichois Karl Menninger se laissera entraîner dans les tourbillons du nazisme. Lee Lou-ching s'engagera dans la révolution chinoise et rencontrera dans la clandestinité, à Changaï, un journaliste américain, Allen Roy Gallway, né comme lui le 1er janvier 1900, mais à San Francisco...



Tout cela a l'air cousu de fil blanc, parce que nous connaissons « la suite ». Mais les personnages de Max Gallo sont plus naïfs que nous : ils vivent l'Histoire en train de se faire, au jour le jour, dans toute son imprévisibilité. Et c'est l'entrelacs de leurs vies qui dessine sous nos yeux la légende du XXe siècle. Le début de la légende exactement.

Car ce roman de Gallo s'arrête pour l'instant au bord de la guerre, en 1939. Mais la légende continuera dans un second tome qui nous est promis pour bientôt. On voudrait déjà pouvoir le lire.

J.-P. L.



A "PROFS" HEUREUX ECOLIERS HEUREUX

« Dans mon école, ça va, mais à l'Ecole, ça va moins bien. »

Jacqueline Legrand, la quarantaine bien sonnée, est une passionnée, ça se voit tout de suite. Depuis dix-huit ans, dans le septième arrondissement de Paris, elle enseigne aux petits de sept-huit ans à lire, écrire, compter, mais aussi beaucoup d'autres choses.

Le métier, elle aime ça, et pourtant il devient de plus en plus difficile à exercer. Elle s'explique. « Dans mon école, c'est vrai, il y a peu de problèmes. Mais dans le septième, les H.l.m. n'ont pas poussé comme des champignons. Ailleurs, c'est différent. Ça va mal pour plusieurs raisons. D'abord, parce que les relations entre parents et enseignants sont mauvaises, pour la simple raison que les parents sont mal informés ou pas informés du tout. On ne cesse depuis quelques années de changer le contenu de l'enseignement et la manière de l'enseigner sans donner la moindre explication. Les parents sont restés trente années en arrière. Ils se moquent de la qualité de l'enseignement. Ce qu'ils veulent, avant tout, c'est la quantité : « Comment ? Mon enfant est en cours élémentaire et il n'a pas appris... ceci ou cela ! », s'exclament-ils à la sortie des classes. Peu importe en quelle matière leur enfant est doué. Ce qu'ils souhaitent, c'est un résultat. Les disciplines d'éveil, si importantes dans les petites classes puisqu'elles servent parfois à « débloquer » un mauvais élève en lecture ou en calcul, ils s'en contrefichent. »

Aujourd'hui, c'est la rentrée. Aussi difficile que les autres années, malgré les communiqués lénifiants du ministère. Une « instit » de base, ce pelé, ce galeux d'où vient tout le mal, témoigne de ce qui ne va pas et de ce qu'il faudrait faire pour changer l'école

Mais alors quel rôle jouent les associations de parents, qui ont tout de même pris du poids ces dernières années ?

« Oui, les associations de parents sont là pour que les informations passent, répond Jacqueline Legrand. Mais qui participe au travail de ces associations ? Ce n'est certes pas encore la grande majorité des parents d'élèves. Le rôle de l'association de parents, c'est encore de faire admettre que l'avenir de son propre gosse est lié au changement de l'école. Ce changement peut difficilement se produire sans eux. Si parents et enseignants ne se comprennent pas, c'est vraiment parce qu'il y a une méconnaissance totale de ce qu'est la vie à l'école. »

Si l'information ne passe pas par une association de parents, risque-t-elle de passer alors par les fameux conseils d'école mis en place l'an dernier par René Haby, et qui comprennent des enseignants et des parents élus ?

« Oui et non, dit Jacqueline Legrand. Pourquoi ce système si rigide avec des élections ? Les conseils d'école sont sans doute une bonne idée, mais ils doivent être plus ouverts, les représentants plus nombreux. J'ajoute que cette année nous avons obtenu deux demi-journées pour ces réunions avec les parents. L'an dernier, rien n'avait été prévu. Qui allait garder les enfants pendant les conseils d'école ? »

C'est peut-être au cours de ces échanges que les enseignants arriveront à convaincre les parents de s'intéresser autant à la « petite école » qu'au secondaire. Pour Jacqueline Legrand, aujourd'hui les écoliers ne rencontrent chez eux qu'indifférence ou dénigrement. Comment croire →





alors à ce qu'ils font ? Mais si les relations parents-enseignants se sont détériorées, peut-être est-ce à cause des rénovations de programmes et réformes qui se sont succédé depuis plus de dix-huit ans. De quoi vraiment y perdre son latin. Pour les parents non informés et pour les enseignants, qui, même s'ils sont informés, n'arrivent plus à suivre, une réforme en enterre une autre.

« Avant, raconte Jacqueline Legrand, on restait une bonne trentaine d'années sur un programme. On a travaillé pendant longtemps sur des circulaires datant de 1881 et de 1923. Elles avaient l'intérêt de la stabilité. On avait le temps d'enregistrer le programme, de l'adapter aussi et, l'expérience aidant, on exerçait correctement son métier. Au début des années soixante, les réformes ont commencé avec l'entrée en sixième pour tout le monde, et les objectifs de l'école primaire n'ont plus été les mêmes. Avant la réforme, nous préparions les enfants à entrer dans la vie active. Aujourd'hui, nous les aidons à poursuivre leur scolarité. Aucune action particulière, ni dans les structures ni dans les programmes, n'a été menée pour aider à passer ce cap. »

Puis, en 1970, c'est l'apparition dans les programmes des mathématiques modernes et, deux ans plus tard, les instructions nouvelles pour l'enseignement du français. Depuis cette dernière date, d'ailleurs, on ne sait toujours pas quelle grammaire enseigner aux enfants. Anciens et modernes continuent à se quereller. Les enseignants, eux, attendent qu'ils se mettent d'accord. Les recherches entreprises par les spécialistes sont rarement poursuivies jusqu'au bout, et aucune conclusion n'en sort jamais. Résultat, aujourd'hui la manière d'enseigner la grammaire varie d'une école à l'autre, si ce n'est d'une classe à l'autre. Chaque année, des textes nouveaux destinés aux enseignants sont publiés, mais il y a tellement de textes, affirment-ils, que l'on ne s'y reconnaît plus.

« En grammaire comme en mathématiques, raconte Jacqueline, nous avons obtenu des stages de recyclage. Mais, même à ce niveau, personne n'est d'accord. On est recyclé tantôt dans un sens, tantôt dans un autre. Allez savoir ! On constate, à cette rentrée, une marche en arrière en ce qui concerne le calcul. On revient au calcul traditionnel, avec juste quelques teintes de modernisme. Les enseignants expérimentés savent naviguer entre toutes ces réformes. Mais que se passe-t-il pour les jeunes, qui, en outre, n'ont reçu aucune formation ? »

La formation des enseignants, c'est la pierre d'achoppement du système scolaire français. Les syndicats se battent en vain depuis des années pour l'obtenir. Aujourd'hui, quels sont les enseignants formés ? Ceux qui sortent des écoles normales. « Mais, affirme Jacqueline Legrand, les normaliens sont une petite minorité, et encore est-on sceptique sur la formation qu'ils reçoivent. Les formateurs de l'école normale sont des professeurs du secondaire, qui croient s'adresser à des élèves alors qu'ils s'adressent à des adultes. Donc les normaliens se révoltent. Il faudrait commencer par former les formateurs. »

La majorité des enseignants de l'école élémentaire sont des bacheliers nommés sur dossiers. C'est interdit, mais soyons sûrs que c'est encore de cette façon que l'on recrute dans l'enseignement. D'après les textes, ces jeunes ont droit à une année de formation en école normale. En fait, ils n'ont que quelques semaines, voire quelques jours de stages. Malgré la baisse de la démographie, il manque aujourd'hui des maîtres. Voilà pourquoi on les recrute vite et mal.

« Il faudrait tenir compte, au moment du recrutement des enseignants remplaçants, de l'élévation du taux d'absentéisme, explique Jacqueline Legrand. Les textes en vigueur datent d'avant-guerre et prévoient un taux d'absentéisme de 5 %. Il atteint aujourd'hui 9 %. Les « instits » débutent à un salaire si bas qu'il ne peut être qu'un salaire d'appoint pour la femme mariée, d'où une féminisation du métier. 75 % de femmes l'exercent dans le pays, 86 % à Paris. Le ministère n'a pas tenu compte de ce phénomène. Les congés de maternité ajoutés aux congés d'enfants malades — ce sont toujours les femmes qui soignent les enfants — ont fait tout naturellement grimper le taux d'absentéisme. Un enseignant absent non remplacé provoque la perturbation dans plusieurs classes. Donc du temps perdu pour les écoliers, de la fatigue pour les autres maîtres et le mécontentement pour tous. »

Le manque de titulaires remplaçants est sans doute aussi la cause de l'échec du soutien pédagogique, institué l'an dernier par la réforme Haby.

« Qui a fait du soutien dans sa classe l'an passé, interroge Jacqueline Legrand ? Qui en a eu le temps ? Il y a longtemps d'ailleurs, ajoute-t-elle, que les « instits » ont trouvé leur propre solution aux problèmes des enfants en retard dans certaines matières. Le travail par groupe d'élèves, par exemple. »

De plus en plus, au cours de conféren-

AUTOSATISFACTION AU MINISTERE... IL N'Y A POURTANT PAS DE QUOI!

Le premier souci de Christian Beullac, lorsqu'il prit la succession de René Haby au ministère de l'Education, fut de rassurer. Foin des bouleversements intempestifs, il se contenterait de gérer la réforme Haby.

Qu'en est-il aujourd'hui, à la veille d'une « rentrée » qui concerne douze millions et demi d'élèves ? Lors de la conférence de presse du 11 septembre, point de ministre, mais des « techniciens ». MM. Deygout, directeur des écoles, Rancurel, directeur des collèges, et Saurel, directeur des lycées, entouraient M. Niveau, directeur de cabinet du ministre. Ce fut terne.

Chiffres à l'appui, tous les quatre ont tenté de démontrer l'effort entrepris pour améliorer les choses dans un domaine, l'Education, dont beaucoup pensent qu'il s'en va à vau-l'eau.

Ainsi M. Deygout, souriant et bonhomme, le seul qui échappait à la morosité ambiante, a-t-il avec satisfaction rappelé les efforts entrepris l'an dernier dans le primaire. Notamment en ce qui concerne les actions pédagogiques spécialisées. Par exemple, la mise en place des conseillers pédagogiques de circonscription pour l'éducation physique et sportive est poursuivie : trente emplois sont créés cette année. Mais il n'y a, actuellement, que mille conseillers d'E.p.s., soit un pour quatre cents instituteurs. Il en est prévu un pour cent... Nous en sommes encore loin !

Quant aux conseillers pédagogiques pour l'éducation musicale, on envisage de porter leur nombre à... quatre-vingt-douze !

Interrogé, d'autre part, sur les projets éventuels concernant les classes uniques dont les instituteurs se sentent bien souvent isolés, M. Deygout a évoqué une expérience menée dans le Massif central, région particulièrement défavorisée. Mais des problèmes insolubles se posent aussi à trente kilomètres de Paris ! L'aménagement du temps, les sorties avec les élèves, les transports... Et le petit rien de souplesse qui permettrait, souvent, de faciliter la tâche des maîtres, quoi qu'en espère M. Deygout, n'est pas le propre de l'administration.

Dans les collèges, l'un des points importants de la réforme Haby, le soutien, est renforcé cette année. Reste à savoir comment.

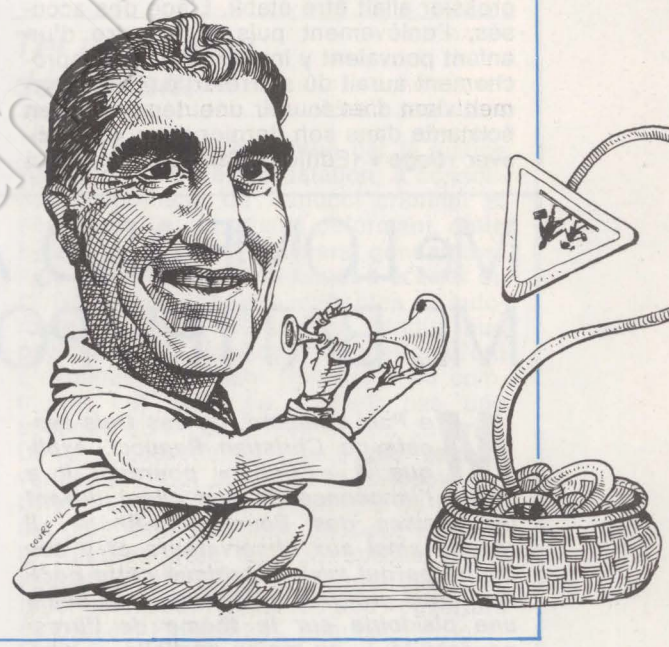
Débrouillez-vous !

Les élèves ayant des difficultés pourront, en effet, bénéficier d'un enseignement complémentaire en plus de celui prévu (une heure en français, une heure en mathématique, une heure en langue vivante). Et même, s'ils sont très en retard, s'intégrer, dit le ministère, à des groupes à effectif réduit, confiés à des « maîtres expérimentés ». Qui seront ces maîtres expérimentés ? Où les trouvera-t-on ? Et comment, surtout, dégageront-ils le temps nécessaire à l'animation de ces groupes de soutien ?

Aux chefs d'établissement de s'organiser, répond le directeur des collèges.

Ces « groupes », en tout cas, pourraient à la longue engendrer de nouvelles filières, bien que l'on se défende, au ministère, de vouloir reconstituer celles-ci. Comment les enseignants, déjà opposés au soutien l'an dernier, parviendront-ils à amener leurs élèves à ce niveau « homogène » souhaité par la réforme ?

N. du R. et M. W.



ces pédagogiques, les enseignants sont invités à ouvrir leurs classes et à travailler en équipe. Peut-être, d'après cette institutrice chevronnée, est-ce un moyen de pallier le manque de formation des jeunes. « Entre enseignants, dit-elle, on peut s'apporter des petits trucs pédagogiques. Cela peut permettre aussi de mieux connaître les enfants. Encore faut-il que l'on ait le temps de se recycler, de se rencontrer et d'en discuter. On préconise le recyclage, mais on n'a pas le temps de se recycler. Quelle solution s'offre alors au maître ? Ou il s'aigrit, il s'enferme dans son ghetto, sa classe, ou il est très désemparé et ce sont les enfants qui trinquent. »

« Le maître était, avant, celui qui savait tout, continue Jacqueline. Il a été victime du progrès et des médias. Mais il doit regagner sa respectabilité. Peut-être en devenant celui qui observe l'enfant et décèle chez lui tout ce qu'il est capable d'accomplir. Il nous faudrait pour cela une formation psycho-pédagogique que nous ne possédons pas et pourtant indispensable aujourd'hui pour exercer notre métier. Si nous nous mettons en grève, si nous manifestons, c'est bien pour obtenir cette formation, pour laquelle rien n'a été prévu, même dans la réforme Haby, la dernière en date. A force de rabâcher que c'est le plus important et le plus urgent, on va peut-être nous écouter ? »

Autre malaise ressenti par les enseignants de l'école élémentaire : les relations avec la hiérarchie, c'est-à-dire les inspecteurs. Ils ont toujours autant d'influence sur la promotion des maîtres et leurs nominations. Aussi ceux-ci ont-ils peut-être intérêt à gagner leur sympathie. Mais, si certains jouent les petits chefs, d'autres en sont au même point que leurs instituteurs : ils vivent mal les différents changements et ne savent pas eux-mêmes ce qu'il faut enseigner aux élèves. Résultat, les rapports sont parfois tendus.

Il semble possible aux enseignants de trouver des solutions sans passer par des réformes coûteuses et difficiles à appliquer. Ce sont peut-être tout simplement des solutions de bon sens. A commencer, bien sûr, par la formation. Et, par exemple, ne plus avoir d'effectifs en dents de scie. Une année, on abaisse le nombre d'élèves en C.e. 1 sans abaisser celui du C.e. 2, puis celui du cours préparatoire tout en conservant trente-cinq ou quarante élèves dans les classes de maternelle. Soit il y a trop d'effectifs et on « compresse » les enfants, soit on crée des classes de niveau, où les C.e. 1 travaillent avec les C.e. 2. « Avec un « instit » débutant à la tête d'une telle classe, conclut Jacqueline Legrand, voyez ce que ça peut donner ! »

Ajoutons que l'on sait depuis longtemps que les classes de maternelle surchargées ne peuvent être que des garderies. Ce sont pourtant encore les seules classes qui comptent quelque quarante élèves.

Un effectif constant d'élèves, un nombre de titulaires suffisants et bien formés pour remplacer au pied levé un enseignant absent et des programmes adoptés une fois pour toutes permettraient aux enseignants comme aux élèves de mieux travailler dans les classes. Il semble que ce soit là une possibilité d'amélioration de la vie à l'école. En somme, des professeurs heureux qui sauraient transmettre leurs connaissances à des enfants heureux.

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

AUTOPSIE D'UN CRIME LEGAL

Christian Ranucci a été guillotiné dans la prison marseillaise des Baumettes le 28 juillet 1976 à 4 h 13, à l'âge de vingt-deux ans. Par malheur, il avait comparu devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à Aix-en-Provence, le 9 mars 1976. Juste au moment où le meurtre commis par Patrick Henry à Troyes venait de porter l'émotion publique à son paroxysme. Comment, dans ces conditions, la justice aurait-elle pu être rendue avec la sérénité indispensable ?

Entre les deux affaires, un parallèle grossier allait être établi. L'âge des accusés, l'enlèvement puis le meurtre d'un enfant pouvaient y inciter. Mais le rapprochement aurait dû s'arrêter là. Gilles Perrault vient d'en fournir une démonstration éclatante dans son dernier livre, « le Pull-over rouge » (Editions Ramsay). Pour qui a lu « l'Orchestre rouge » ou « le Dossier 51 », dont un film vient d'être tiré, la rigueur et la minutie de l'enquête consacrée par Perrault à l'affaire Ranucci ne constituent pas une surprise.

Comme à son habitude, Perrault est parti de zéro. Il a retrouvé les principaux acteurs et témoins du drame, à l'exception naturellement des deux principaux : la fillette assassinée et son meurtrier présumé. Rarement le mécanisme judiciaire a été décortiqué avec autant de soin. De l'enlèvement de la petite Marie-Dolores Rambla, le 3 juin 1974 vers 11 heures, jusqu'à ce petit matin sinistre où les trois avocats de Ranucci marchent en silence et d'un pas pesant, le regard encore plein de l'horrible exécution de leur jeune client, il démonte un processus qui a vite fait de transformer un simple suspect en cadavre.

Encore un livre qui s'apitoie sur le bourreau sans une larme pour la victime et sa famille ? Rien n'est plus éloigné de la démarche de Perrault. L'auteur ne prétend pas plus trouver d'excuses à Ranucci — ce n'est pas son problème — qu'il ne peut cacher son émotion devant la détresse des parents de Marie-Dolores. Simplement, Perrault est hanté par un doute affreux. Et si Ranucci n'était pas coupable ? Si ses protestations d'innocence étaient autre chose qu'un médiocre moyen de défense, au demeurant le moins apte de tous à sauver sa tête ?

Perrault va, dès lors, s'attacher à reconstituer un puzzle dont ses lecteurs n'arriveront pas à s'arracher. Ligne après ligne, par petites touches, il éclaire et ordonne les événements et les personnages, comme n'avaient su le faire ni les enquêteurs, ni le juge instructeur, ni

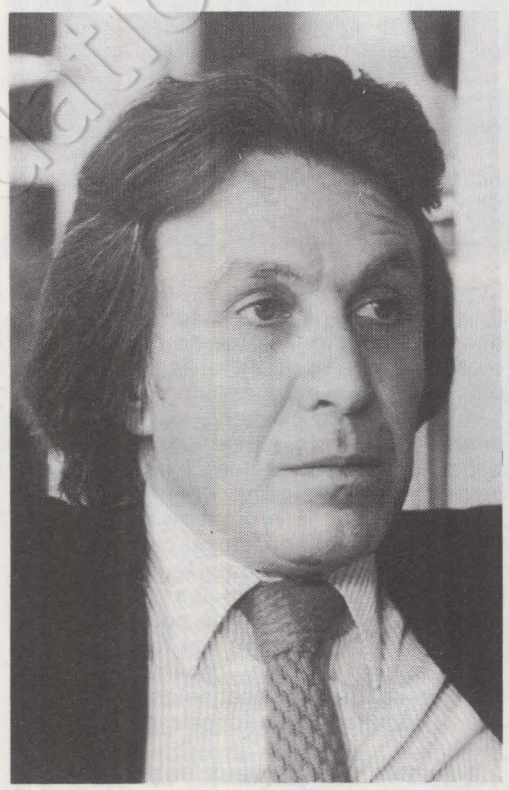
Me LOMBARD, AVOCAT DE RANUCCI: "JE VAIS ME BATTRE POUR SA REHABILITATION"

Me Paul Lombard, un des trois avocats de Christian Ranucci, explique à « l'Unité » pourquoi il a plaidé l'innocence de son client devant les assises des Bouches-du-Rhône. Il répond ainsi aux observateurs et à ses confrères qui avaient critiqué cette décision sous prétexte qu'à leurs yeux seule une plaidoirie sur le thème de l'irresponsabilité — au moins partielle — pouvait sauver sa tête.

« Je crois à l'innocence de Christian Ranucci : cette innocence, nous l'avons plaidée après avoir mesuré les risques ainsi courus par ce jeune homme de vingt-deux ans. D'ailleurs, nous n'avions pas le choix. Depuis de nombreux mois, avant le procès, Ranucci n'a cessé de proclamer qu'il n'était pas l'auteur du meurtre de Marie-Dolores Rambla. Nous lui avons fait remarquer les dangers que pouvait lui faire courir une telle attitude. Il a répliqué que nous avions tous les droits à son égard, sauf un seul : lui demander de reconnaître une responsabilité qui n'était pas la sienne.

Je n'ai pas l'habitude de me laisser imposer par mes clients une attitude à la barre si elle me paraît contredite par le dossier ou techniquement absurde. Ici, rien de tel, comme le démontre a posteriori le livre de Perrault. Le dossier comportait de telles failles que, pour quiconque le connaissait, l'innocence de Ranucci apparaissait comme hautement vraisemblable.

Je suis conscient qu'on nous a reproché de ne pas nous laisser glisser sur le



terrain des circonstances atténuantes. J'ai même lu quelque part que cela nous aurait permis de gagner du temps et d'arracher la clémence. Cela est d'une grande légèreté. En effet, en suivant ce conseil, dans le contexte d'appel au meurtre légal qui régnait alors, si le verdict de mort et l'exécution étaient intervenus, on nous dirait aujourd'hui que par notre attitude de facilité nous aurions tué ce jeune homme une seconde fois.

Il faut n'avoir jamais mis les pieds dans un prétoire pour s'imaginer que l'aveu suivi d'une rétractation puis d'un autre aveu entraîne une pitié quelconque. Au contraire, l'aveu libère la conscience du juge et le conduit à plus de sérénité. A d'innombrables reprises, nous avons attiré l'attention de Ranucci sur la gravité de son attitude. Il nous a demandé alors si nous étions là pour le défendre ou le déshonorer. Que lui répondre ? Nous avons choisi de nous battre le dos au mur. Vous connaissez la suite. »

Me Lombard dresse alors la longue liste des invraisemblances du dossier de l'accusation mise en évidence par les défenseurs de Ranucci et qu'on retrouvera dans le livre de Gilles Perrault.

« Il y a tout cela. Mais il y a plus : l'évidente sincérité de Ranucci proclamant son innocence. Cette sincérité, ni un dossier (et pour cause) ni un livre, aussi intéressant soit-il, ne peuvent la mettre en lumière. J'ai l'habitude des hommes en état de rendre compte. Sans prétendre détenir le monopole de la vérité, j'ai la conviction intime que Ranucci disait vrai en proclamant son innocence. Le dernier mot que m'a adressé Ranucci a été : « Réhabilitez-moi ! » Je le lui ai promis et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que cette promesse soit tenue. »

Dans son dernier livre, « le Pull-over rouge », Gilles Perrault fait une démonstration éclatante et terrifiante : celle de l'engrenage qui a mené, innocent ou coupable, Christian Ranucci à la guillotine

même l'audience finale. L'auteur s'efforce de rester neutre, même si parfois un coup de griffe pour tel policier, tel magistrat ou encore tel avocat lui échappe.

Parvient-il à apporter la preuve de l'innocence de Ranucci ? Sans doute l'aurait-il fait avec empressement s'il en avait eu la possibilité. Faute de quoi, il s'est assigné un objectif tout à la fois plus modeste et plus vaste. Montrer comment, sur de simples présomptions, la machine judiciaire va « construire » le coupable dont une opinion déchaînée réclame le châtiment expéditif. Trouvant en Ranucci un suspect, les policiers puis tous ceux qui participeront à l'instruction s'efforceront d'en faire l'assassin. Quitte à délaisser les témoignages qui infirmeraient leur thèse, n'hésitant pas à forcer le destin, à « orienter » les dépositions. Malgré les nombreux abus qu'il a décelés en ce sens, Perrault ne met pas plus la bonne foi que la conscience professionnelle des protagonistes en doute. C'est bien cela, le plus inquiétant.

Comment ne pas éprouver un frisson devant son implacable réquisitoire contre le fonctionnement de la machine judiciaire ? Des témoins essentiels se refusent-ils à identifier Ranucci comme l'homme qui a enlevé Marie-Dolores ? On minimise leurs témoignages, on met leur doute sur le compte de l'émotion ou de leur jeune âge, quand on ne les écarte pas tout simplement. La voiture de l'auteur du rapt était-elle une Simca 1100, alors que Ranucci possédait un coupé Peugeot 304 ? On « expliquera » ce hiatus par la ressemblance entre ces deux voitures, bien que l'un des témoins, carrossier depuis vingt ans, se déclare certain de ce qu'il affirme. En revanche, lorsque le couple Aubert, après bien des hésitations et des contradictions, déclare reconnaître Ranucci, on glisse sur tout ce qui serait susceptible d'entacher leurs affirmations. En particulier le fait que l'homme traînant un colis blanc de leur première déposition se soit transformé par la suite en Ranucci tirant par le bras une petite fille qui lui parlait !

La partie la plus frappante du livre est probablement la seconde, intitulée « l'Instruction ». Perrault y analyse magistralement de quelle manière, délaissant les faits menant à d'autres pistes — et peut-être à la découverte de cet homme vêtu d'un pull-over rouge, roulant en Simca 1100, plusieurs fois repéré dans les cités H.l.m. de Marseille alors qu'il cherchait à entraîner des enfants à l'époque du drame —, les enquêteurs s'attacheront uniquement à étayer la thèse selon laquelle Ranucci était bien « le » criminel. Après la sollicitation de témoignages dans la forme — pratique constante, difficilement évitable, mais aux conséquences parfois dramatiques — sinon dans le fond, les policiers arrachent l'aveu, dont on sait qu'il ne constitue pas une preuve.



De cet aveu il y aurait beaucoup à dire, en particulier sur sa distorsion avec les faits. Quand Ranucci le récusera, apportant à l'audience une autre version du déroulement des faits, le public, les jurés et même les journalistes verront là une ultime manœuvre, particulièrement maladroite de sa part. Donc personne ne le croira. Et cependant, il disait alors la vérité — du moins sur certains points, comme Perrault en a apporté la preuve. Pourquoi pas, alors, sur toute la ligne ?

Tel un prisme déformant

Tout le dossier constitué par la justice visera, à partir de l'arrestation, à consolider l'hypothèse de Ranucci criminel et elle seule. Tel un prisme déformant, cette hypothèse conduira policiers, gendarmes, juge d'instruction et substitut à écarter ou minimiser les données tangentes à l'autoroute de leurs certitudes, tandis que psychiatres et psychologues s'efforceront d'expliquer comment Ranucci a pu commettre cet acte, ne doutant pas une seconde qu'il l'ait effectivement commis. De ces glissements successifs vers la vérification du présupposé découle un portrait du « criminel » si éloigné de la réalité que, dans son box, l'accusé Ranucci le rejettera avec aigreur, suscitant une antipathie profonde et même fatale de tous, notamment des jurés dès l'ouverture du procès. Finalement, Ranucci sera guillotiné sans que le crime ait été élucidé et, a fortiori, sans que la preuve de sa culpabilité ait été établie.

Mort d'un homme jeune, coupé en deux à vingt-deux ans en hurlant son innocence, après le rejet de son pourvoi et le refus de Valéry Giscard d'Estaing de lui accorder sa grâce. L'opinion nationale déchaînée réclamait la tête de Patrick Henry. A Marseille, celle de Ranucci est tombée pour la calmer. « Peine d'autant plus dérisoire et atroce qu'elle est pratiquement devenue symbolique », a dit Me Robert Badinter sur T.f. 1, lundi 11 septembre, ajoutant sa conviction qu'elle serait abandonnée demain.

Le dépôt d'une requête en révision du procès de feu Christian Ranucci par ses avocats permettra peut-être sa réhabilitation posthume. Enjeu inhabituel et important quand il ne serait que l'occasion de condamner enfin à mort la peine suprême. Mais ce résultat fondamental ne suffirait encore pas. Le livre de Gilles Perrault montre assez combien s'impose désormais une profonde réforme du processus judiciaire, notamment lorsqu'il débouche sur les assises.

JEAN-LOUP REVERIER

DEUX FRUITS DE LA PASSION

C'est la fête noire de la passion sur les écrans avec des films japonais et « Fedora », le dernier film de Billy Wilder

Les Japonais débarquent. Excepté le lauréat n° 1 du Festival de Cannes (« l'Arbre aux sabots », d'Ermanno Olmi, qui paraîtra le 20 septembre) et le film de Billy Wilder qui en fit la clôture, « Fedora », la rentrée cinématographique s'accomplit sous le signe du cinéma d'Extrême-Orient. On va bientôt pouvoir juger un peu mieux sur pièces Ichikawa (« la Vengeance d'un acteur ») et Ozu (« le Goût du saké »), profiter aussi d'une triple réédition de Mizoguchi : « le Héros sacrilège », « les Amants crucifiés », « la Vie d'O'Haru » et, dès cette semaine, « les Contes de la lune vague après la pluie ».

Dans l'immédiat, c'est « l'Empire de la passion », grand prix de la mise en scène à Cannes, qui vient de nous arriver. Le titre marque assez la filiation, sous le signe de la passion amoureuse et de la fatalité, avec « l'Empire des sens », la précédente œuvre du même auteur, Nagisa Oshima. Mais quand ce film désorientait un peu par son caractère hiératique de « cérémonie » — pour reprendre le titre d'une autre réalisation d'Oshima — conjugué à une extrême visualisation sexuelle, « l'Empire de la passion » emprunte le ton du conte fantastique, permettant au cinéaste japonais de totalement renouveler son style. Ainsi un fait divers de la fin du siècle dernier, la simple histoire de deux amants criminels, atteint-il ici à la légende surnaturelle — « apothéose de souffrance et de fête noire », dit Roger Caillois.

La puissance de rêve

Aussi beau et aussi raffiné, mais moins ésotérique que le film précédent, « l'Empire de la passion », même d'une autre façon, n'en vise pas davantage à la recherche de l'émotion directe. Bien plus : Oshima la repousse par la recherche d'une évidente « distance » narrative et stylistique. Si néanmoins son œuvre empoigne le spectateur, c'est parce qu'il sollicite un autre ressort : la puissance de rêve que recèle « l'Empire de la passion », à travers le rythme des saisons, les campagnes embrumées et ce puits en forêt où s'accomplit, littéralement, cette descente aux enfers de la passion.

C'est de passion également que parle « Fedora », le plus récent film du dernier des grands romanesques hollywoodiens, Billy Wilder. Mais de la plus dévorante de toutes : celle qui pousse Narcisse ou à sa propre mort ou à celle d'autrui. Comment se fait-il que Fedora, star crépusculaire du cinéma hollywoodien, se soit brusquement cloîtrée, sur un îlot désert proche de Corfou, dans la villa d'une vieille comtesse polonaise ? Pourquoi assomme-t-on le producteur Barry Detweiler après qu'il eut forcé la surveillance dont est entourée Fedora et que celle-ci lui eut assuré être retenue prisonnière ? Prisonnière de la comtesse et de son médecin particulier ou prisonnière d'elle-même ? A moins que ce mystère initial n'en dissimule un autre, plus terrifiant encore...

Sunset miroir

On se gardera bien d'en dire plus afin de préserver les sortilèges de « Fedora » : car, si le film souffre à l'évidence de faiblesses de construction, elles sont balayées par la force d'un scénario à tiroirs délibérément rocambolesque, mais on ne peut plus astucieux. Ce qui n'étonnera pas : de « Lost week-end » à « Spécial première » en passant par « Ariane », « Sept Ans de réflexion », « Certains l'aiment chaud » ou « la Garçonnière », l'ancien scénariste d'Ernst Lubitsch et d'Howard Hawks a toujours apporté à ses « scripts » un soin extrême.

VRAIS (ET FAUX) ESPOIRS AU FESTIVAL D'HYERES

DEPUIS 1965, date de sa création, on n'avait pas vu ça. Le Festival international du jeune cinéma, qui se déroule chaque début septembre à Hyères, a triomphé au-delà de toute espérance. Cette année, on s'est bougrement bousculé afin d'accéder aux salles de projections dans le hall trop exigu du cinéma « Femina » : succès critique et succès public étroitement mêlés.

Aujourd'hui, ce festival s'affirme résolument comme le deuxième festival français, après Cannes. Il est vrai aussi que, depuis son retour à Hyères, le soutien de la nouvelle municipalité socialiste ne lui est guère compté. « Phare culturel », selon l'expression du docteur Perron, sénateur et maire, le 14e Festival international a présenté durant toute une semaine une moisson de premières ou secondes œuvres cinématographiques d'une richesse sélective étonnante, véritable défi claquant à la vieille barbe de la médiocrité des écrans officiels et commerciaux.

Avoir un prix à Hyères, pour un film, pour un cinéaste, c'est déjà — assurément — gagner une chance d'être vu ailleurs, d'obtenir une distribution minimale. Hyères, c'est aussi une humeur « bon enfant » et une liberté sans entrave — avec deux sections : « Cinéma d'aujourd'hui » et « Cinéma différent » (expérimentation et recherche filmiques), où l'on peut quasiment arriver des quatre coins du monde avec simplement sa bobine sous le bras.

Souvent ce sont les cinéastes découverts et consacrés à Hyères que Cannes accueille et fête les années suivantes : Théo Angelopoulos, René Allio, Daniel Schmidt, Chantal Ackerman, Philippe Garrel, Francis Reusser, etc. Ecoutez la différence entre « se servir du cinéma » et « servir le cinéma ». Qu'on en juge également au travers de quelques films primés depuis une dizaine d'années : « la Vieille Dame indigne », « le Premier Maître », « la Folle de Toujane », « Tras os montes », « le Trottoir des allongés », etc.

En septembre 1978, le jury aura encore bien du mal à se prononcer, attribuant finalement son grand prix à « Personnalité réduite de toute part », de Helke Sander (R.f.a.), où Edda, photographe indépendante à Berlin-Ouest, vend ses photos pour survivre et élever sa fille. Film profondément féministe d'une vie vécue à moitié : vie privée, vie professionnelle, mutilation sociale, rythme quotidien en douce marche vers le royaume des habitudes stériles. Le temps lui file entre les doigts, les structures flottent. Attention : l'Allemagne s'ennuierait-elle ? Le film, lui, est enlevé, magistralement traité ; choix difficile des jurés, nullement déméritoire, même si d'autres œuvres se situent volontiers d'emblée à un niveau semblable.

Par une mention et un prix spécial pour « préoccupations morales, artistiques et politiques », le jury couronne également deux films italiens produits par la R.a.i. (radio-télévision italienne) : « Volontaires pour une destination inconnue » et « la Mort au travail ». Faut-il cruellement rappeler à un public français que les deux derniers grands prix de Cannes, à savoir « l'Arbre aux sabots » et « Padre padrone », sont de pures productions de la R.a.i. Cet organisme étatique officiel accomplissant au fil des ans un travail remarquable, prouvant qu'il est possible de faire un autre cinéma, même avec des moyens modestes.

Bien sûr, ces quelques films ne rendent pas compte de tout le festival : il y eut aussi de la menue monnaie. Globalement, le jeune cinéma se porte-t-il bien ? Difficile de répondre. Le cinéma est à l'image des sociétés qui l'engendre, au goût des classes qui le réalise : confortable ou déchiré, c'est selon. L'après-Mai 68, d'évidence, baigne l'imaginaire occidental, le déborde même quelque peu. Qui viendra — et comment ? — combler le vide apparent dans lequel se débattent les cinéastes ? Où sont passées leur espérance et la nôtre ?

GILBERT SANS



« L'Empire de la passion », de Nagisa Oshima.



Marthe Keller dans « Fedora ».

Mais le plus passionnant, dans la dernière œuvre du vieux cinéaste austro-américain, c'est d'y retrouver, entre les images, la filiation qui la rattache au chef-d'œuvre de Wilder, « Boulevard du crépuscule ». A cause, sans doute, d'éléments relativement anecdotiques, comme la présence ici et là, en tant que protagoniste masculin, du même William Holden, ou bien le recours à d'ex-stars pour incarner ou leur propre personnage ou celui de stars qui souvent leur ressemblent : Gloria Swanson, Stroheim, Keaton, Cecil B. De Mille dans « Boulevard du crépuscule », Henry Fonda et Hildegard Knef dans le cas présent.

Plus profondément, dans une même atmosphère de villa piégée et de fleurs qui se décomposent, à travers une histoire d'anciens Hollywoodiens construite en « flashbacks » comme le cinéma de jadis, on retrouve en Fedora la sœur douloureuse de Norma Desmond, la vedette oubliée à jamais dans son palais démodé du Sunset Boulevard et qui cherche désespérément à retrouver et une deuxième gloire — et une deuxième jeunesse.

Fedora, c'est moi !

C'est à cette tentative faustienne que, par des moyens plus complexes, s'efforce Fedora. « Mais, explique Wilder, la ressemblance s'arrête là : Norman Desmond était folle, la seconde est rusée, prête aux actes les plus extrêmes pour reconquérir la gloire. » Au bout du destin de l'une et de l'autre, il y a la mort ; mais, pour quelqu'un que les foules ont adulé, l'oubli n'est-il pas déjà une première mort ?

Cela, qui arrive aux vedettes vieillissantes, est arrivé aussi au vieil Hollywood quand a commencé son agonie : beau pari, un peu sarcastique, que d'en parler aujourd'hui dans un film qui, justement, emprunte délibérément l'esthétique hollywoodienne ! C'est, enfin, ce qui arriverait à Wilder si, à soixante-douze ans, il cessait de vivre pleinement un vieux défi : « Pour que je prenne ma retraite, il faudrait m'arracher la caméra. » Norma-Fedora, c'est à Wilder ce que Madame Bovary était à Flaubert : son double tragique. Ce qui, suivant le cruel insuccès d'« Avanti », après lequel Wilder faillit abandonner le cinéma, pourrait bien expliquer toute la tonalité de son œuvre : si le cinéaste romantique d'« Ariane » et du « Gouffre aux chimères » a été si fréquemment taxé de cynisme, de noirceur et de mauvais goût, c'est peut-être parce que le sarcasme, quand il est une des formes de la pudeur, constitue le meilleur bouclier contre l'angoisse.

SERGE RICHARD

au risque de vous plaire

disques

Musique de jazz

**** Johnny Hodges at the Sportpalast (Pablo 2620-102).***

Superbe testament que cet enregistrement en concert de feu Hodges, l'un des grands lyriques du saxophone, entouré d'une pléiade d'ellingtoniens (Carney, Ray Nance, etc.) qui ont toujours vingt ans.

*** Duke Ellington : New Orleans suite (Atlantic 50.403)**

Enfin accessible, une des somptueuses fresques dont le plus grand des compositeurs noirs avait le secret, incluant d'émouvants hommages à Armstrong, Bechet et Mahalia Jackson.

*** The Stranglers (United Artists 30.222).**

Big Brother, les robots de l'avenir et les couvre-feux du présent... La poésie de la nouvelle vague londonienne sur une musique rock rugueuse et insistante, sinon très novatrice.

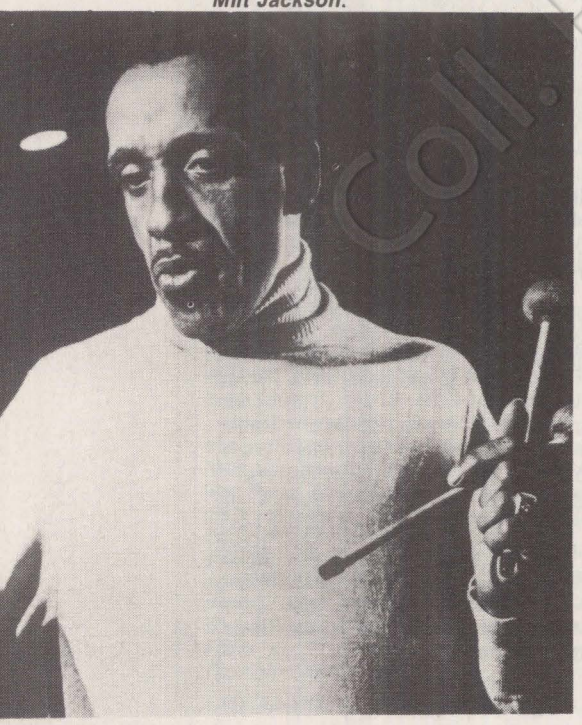
*** Bob Marley : Kaya (Island 9123-026).**

Le dernier joyau du reggae — voir le numéro 300 de « l'Unité ».

*** Modern Jazz Quartet : More from the last concert (Atlantic 50.407)**

Extrait de l'ultime concert du M.j.q., en 1974, six belles compositions de John Lewis et le swing irrésistible du vibraphone de Milt Jackson.

Milt Jackson.



Les oubliés de l'été

Des livres qui n'ont pas été des best-sellers. Des disques qui ne sont pas devenus des « tubes ». Ils méritaient pourtant mieux que l'indifférence.

Des livres

REEDITIONS

**** Georges Darien : les Pharisiens (10-18).***

**** Georges Darien : la Belle France (10-18).***

Un roman et un pamphlet. Le premier pour fustiger les milieux littéraires parisiens de la fin du XIXe siècle, leur terrorisme intellectuel et leur antisémitisme. Le second pour faire un tableau féroce de la France parlementaire à l'aube du XXe siècle. Dans les deux cas, on retrouve la fougue de l'auteur de « Biribi » et des « Chapons ».

**** Cesare Pavese : le Bel Eté (Gallimard, collection « l'Imaginaire »).***

Trois nouvelles réunies et publiées pour la première fois en 1949. Des pages traversées par l'angoisse et la souffrance. Le livre se termine sur l'image d'une suicidée. Un an après la parution de ce recueil, Pavese mettait à son tour fin à ses jours...

**** F. Scott Fitzgerald : l'Envers du paradis (Gallimard, collection « l'Imaginaire »).***

Le deuxième roman écrit par Fitzgerald ; mais le premier à être édité, en 1920. Il séduisit Zelda. Il devint la « bible » de l'ère du jazz. Il a bien résisté à l'usure du temps.

**** Pierre Gascar : les Bêtes (Gallimard, collection « l'Imaginaire »).***

Une suite d'histoires sur la solitude : celle des animaux (chevaux, rats, chats, chiens, etc.) nous renvoie aux tourments et misères de l'espèce humaine.

NOUVELLES

**** Donald Barthelme : La ville est triste (Gallimard).***

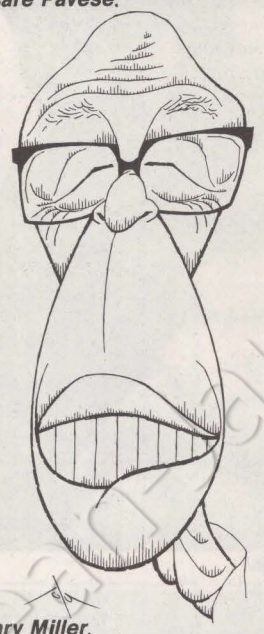
Un nouvelliste new-yorkais pas comme les autres. La forme et le style de ses nouvelles varient selon son humeur : dialogue, monologue, description, etc. Son ton fait penser à celui d'Henri Michaux.

**** Daniel Boulanger : l'Enfant de Bohême (Gallimard).***

Ce livre a été choisi et couronné par les auditeurs de France-Inter. Trop discrètement, semble-t-il. Car Boulanger est le meilleur nouvelliste français vivant, et cela ne se sait pas assez. Il vit en signant des scénarios de cinéma, il en a écrit soixante-six à ce jour. Mais il est surtout le seul héritier de Maupassant : les quinze nouvelles de « l'Enfant de Bohême » en font foi.



Cesare Pavese.



Henry Miller.



Francine du Plessix Gray.

**** Henry Miller : Jours tranquilles à Brooklyn (Editions Filipacchi).***

D'accord, pépé Miller a dépassé les septante ans. D'accord, il tient moins la distance qu'au temps de « la Crucifixion en rose ». Mais il est encore fort à l'aise dans la nouvelle, et on souhaite cette plume alerte à tous les apprentis écrivains.

**** Rafaël Pividal : la Tête de Louis XVI (Editions Rupture).***

C'est son premier recueil de nouvelles. Souhaitons que ce ne soit pas le dernier. Car sa concision, sa causticité et la qualité de ses silences trahissent le déjà-virtuose. A quoi s'ajoute ce plaisir qu'il donne à ses lecteurs : sa science de la conversation.

ROMANS

**** Paul Savatier : le Ravisseur (Gallimard).***

Que se passe-t-il dans la tête d'un ravisseur d'enfant ? Savatier a voulu le savoir et il s'est mis dans la peau de Victor Lamouret, kidnappeur qui s'est fait prendre. Rien n'est simple. Un récit insolite et bouleversant.

**** Gérard Guégan : Oui Mai (le Sagittaire).***

Guégan a sous-titré ce livre « roman ». Mais il s'agit en fait d'un long poème, d'une célébration personnelle de Mai 68, écrite pour en perpétuer l'esprit plutôt que le souvenir.

**** Fred Uhlman : l'Ami retrouvé (Gallimard).***

Chant d'un exilé : comment un Allemand, chassé par le nazisme, devient américain. Mais, même avec le temps, les blessures ne se referment pas...

**** John Berger : G. (François Maspero).***

G. est un don Juan d'une espèce particulière. Il donne pour but à sa quête non la conquête de la femme, mais sa libération. Etonnante aventure, située à la charnière entre le XIXe et le XXe siècle, qui permet à Berger de polémiquer : quel rôle l'homme a-t-il à jouer dans l'émancipation des femmes ?

**** Jerzy Kosinski : le Partenaire inconnu (Flammarion).***

Une nouvelle version de « Candide », mais revue et corrigée. Car depuis Voltaire il y a eu Freud et Staline. Les fantasmes et les idées étant, heureusement, passés au tamis de l'humour.

**** Frédéric Falmer : l'Acrobate (le Sagittaire).***

Portrait et aventures d'une bande de jeunes. Sous le signe de la provocation. Un peu d'insouciance, beaucoup d'illusion, un zeste d'insolence : le cocktail ne devrait-il pas accoucher d'un troupeau de petits génies précoces ? Et s'il ne s'agissait que d'un pétard mouillé ?

**** Francine du Plessix Gray : Amour et tyrannie (Gallimard).***

Une belle chronique de femme. Où l'héroïne va de libération en libération, de rejet en rejet : le milieu familial, le snobisme parisien, un amant tyrannique, un mari bourgeois, etc.

POLITIQUE

**** Commission des droits de l'homme en Argentine : Argentine, dossier d'un génocide (Flammarion).***

Terrifiant, sanglant. Il aurait fallu distribuer ce livre à tous ceux qui se sont ébaudis devant leur téléviseur pendant le Mundial. Il est peut-être encore temps de le faire connaître au nouveau pape (qui a récemment reçu le dictateur Videla)... et à tous ceux qui s'aveuglent volontairement sur la réalité politique de l'Argentine.

**** Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt : le Socialisme à visage urbain (Editions Rupture).***

Cet ouvrage ne fera pas plaisir à gauche. Il dénonce le « compromis historique » avec le capitalisme que constitue souvent la « gestion exemplaire des municipalités progressistes ». Exemples et citations à l'appui, Garnier et Goldschmidt ont entamé une polémique d'importance. On attend évidemment qu'il leur soit répondu.

Des disques

CHANTS DES MINORITES ETHNIQUES

**** Mont-Joia : Cançons dei festas provençalas (le Chant du monde LDX 74668).***

Le groupe qui a ressuscité le folk occitan. Il a enregistré une dizaine d'airs qu'on a envie de reprendre à pleins poumons.



vendredi 15 septembre

T.f. 1

Eric Tabarly et les autres : au fil des six « Pen Duick », la vie d'un navigateur solitaire (20 h 30).

« Supplément au voyage de Bougainville » : Diderot adapté par le théâtre d'avant-garde (21 h 55).

A. 2

François Mitterrand, hôte d'honneur de Bernard Pivot à Apostrophes, reçoit quelques-uns de ses écrivains favoris : Paul Guimard, Patrick Modiano, Emmanuel Le Roy Ladurie et Michel Tournier (21 h 30).

F.r. 3

Les cambriolages de l'été. Faut-il ou non blinder sa porte ? (20 h 30).

Changai, portrait d'une ville (21 h 30).

samedi 16 septembre

T.f. 1

Numéro un : Gilbert Bécaud (20 h 30).

A. 2

« Histoire de voyous », film policier (20 h 35). Une dangereuse navette entre la France et la Suisse.

Salut à Jacques Prévert : du monde entier des amis chantent leur copain disparu. Emission présentée par notre collaborateur Jean-Paul Liégeois (21 h 50).

F.r. 3

« La Damnation de Faust », d'Hector Berlioz, par l'Opéra de Lyon (20 h 30).

dimanche 17 septembre

T.f. 1

« La Race des seigneurs », film de Pierre Granier-Deferre : Alain Delon sacrifie sa maîtresse pour devenir ministre. Fi ! (20 h 30)

Maria Callas : un remarquable portrait d'un des derniers monstres sacrés (22 h).

A. 2

L'Atlantique en famille : Papa, Maman et Bébé naviguent (21 h 50).

Ignazio Silone : ultime entretien du grand romancier italien mort en août dernier (22 h 30).

F.r. 3

« Agatha la Savoyarde » : un pastiche de mélodrame avec vierge pure, chevalier au grand cœur, traîtres et courtisanes (20 h 30).

« Le facteur sonne toujours deux fois » : comment Lana Turner se débarrasse de son mari (22 h 35).

lundi 18 septembre

T.f. 1

« Ciné-follies » : extraits des films des années trente, avec Arletty, Maurice Chevalier, Raimu (13 h 50).

« La Grande Bourgeoise » : film franco-italien de Mauro Bolognini, avec Catherine Deneuve, la mal-mariée. prête à tout pour reprendre sa liberté (20 h 30).

A. 2

« La Salamandre d'or » : mélo historique sur François Ier (15 h).

Question de temps, magazine d'actualité (21 h 35).

F.r. 3

Tribune libre : Pierre Daix (18 h 55).

« Les Mariés de l'An II » : Jean-Paul Belmondo et Marlène Jobert dans une jolie comédie post-révolutionnaire (20 h 30).

mardi 19 septembre

T.f. 1

« La Ronde de nuit » : une page de la vie de Rembrandt qui perd sa femme et découvre la souveraine solitude du génie. Un chef-d'œuvre signé Pierre Moustiers et interprété par Michel Bouquet (20 h 30).

A. 2

« Les Envoûtés » : film américain ouvrant un débat sur les phénomènes de possession (20 h 30).

mercredi 20 septembre

T.f. 1

« La Main coupée » : sur le Chemin des Dames, les souvenirs de Blaise Cendrars montent à l'assaut. Un exploit ! (20 h 30). Voir notre article p. 34.

Les dinausaures ont le sang chaud : à partir des os et des œufs qu'ils nous ont laissés, une enquête sur ces gigantesques lézards (22 h 10).

A. 2

« Mash » : la guerre de Corée « mise en boîte » par d'impertinents Yankees (15 h).

« Mi-fugue, mi-raison » : la jeunesse, ses soucis, ses espoirs, une nouvelle série de Patrice Laffont. A la découverte des métiers et des loisirs nocturnes (20 h 30).

La réanimation : Pierre Desgraupes chez les ressuscités (22 h 20).

F.r. 3

« Alice ou la Dernière Fugue », de Claude Chabrol : mésaventures d'une Alice adulte au Pays des merveilles (20 h 30).

jeudi 21 septembre

T.f. 1

« Allegra », feuilleton adapté du roman de Françoise Mallet-Joris. Sortez vos mouchoirs ! (20 h 30). Voir notre dernier numéro.

L'Evénement, magazine d'actualité (21 h 25).

A. 2

Yves Montand, l'Invité du jeudi : Anne Sinclair inaugure une nouvelle galerie de portraits vivants (15 h 55).

« Il faut vivre dangereusement » : film policier, avec Claude Brasseur détective et Annie Girardot à la cuisine (21 h 5).

F.r. 3

« L'aigle s'est envolé » : thriller de John Sturges sur l'enlèvement manqué de Churchill par les S.s. (20 h 30).

D'ailleurs, dans une des suites carnavalesques du disque, on entend claquer les pétards et crépiter les feux de la Saint-Jean...

CHANSONS D'EN FRANCE

**** Gabriel Yacoub : Trad. Arr. (Ballon Noir BAL 13004, distribution C.b.s.).***

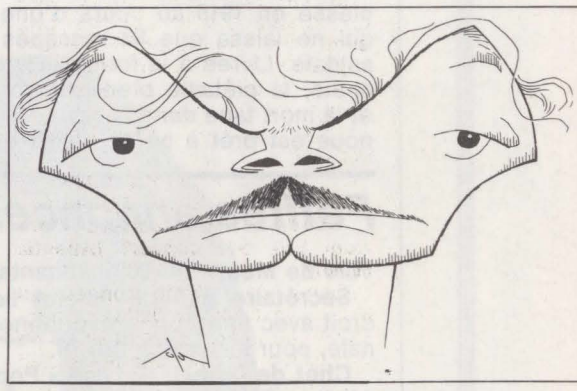
Trad. Arr. : Traditionnels/Arrangements. Que ce soit avec Alan Stivell (dont il fut l'accompagnateur) ou avec le groupe Malicorne (dont il est le fondateur), Yacoub a toujours arrangé des chants traditionnels. Le voici qui chante maintenant seul. Il a du souffle et de la séduction, du coffre et de la verve. Le « folk » français n'existerait pas sans lui.

**** Jean-Michel Caradec : Portsall (l.p.g. 170 007 A, distribution Sofrason).***

De la génération de Maxime Le Forestier et Julien Clerc, il s'est vu décerner le grand prix de la Jeune Chanson 1978. On a un peu entendu « Portsall » et « Elle m'a dit non », mais pas les autres titres, notamment « Isabeille » et « Je n'ai pas demandé à naître ». Patience ! Ce Breton est têtu et persévérant : il a été « découvert » il y a dix ans, en 1968, par Pierre Brasseur.

**** Patrick Dewaere : l'Autre (R.c.a. PB 8197).***

Il chante et joue du piano depuis longtemps, depuis ses débuts au Café de la Gare. Il s'est modestement lancé dans l'aventure avec deux titres : « le Policier » et « l'Autre ». C'était mieux qu'un brouillon. Personne n'y a fait attention. C'est injuste.



à ne pas manquer

Salut à Prévert

Le « Salut international à Jacques Prévert », réalisé par Francine Van de Wiel et présenté par notre collaborateur Jean-Paul Liégeois, devait être diffusé lundi dernier sur Antenne 2. Remplacé au dernier moment par un débat sur l'emploi, il est finalement programmé ce samedi 16 septembre à 21 h 50.

L'émission est composée d'extraits du spectacle que l'Unesco avait consacré à Prévert le 15 juin 1977 ; le poète y est raconté, dit et chanté par Maurice Baquet, Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, Raymond Bussières, François Chaumette, Christian Dente, Marie Dubois, Ivry Gitlis, Juliette Gréco, Fusako Kondo, Sébastian Maroto, Mouloudji, Serge Reggiani, Catherine Ribeiro, José Valverde, Cora Vaucaire et Jean Wiener.

Ces artistes ont fait exceptionnellement cession de leurs droits, afin d'aider à la création d'un établissement scolaire Jacques-Prévert dans un pays du tiers monde. Une aide qui ne devrait pas être négligeable, dès lors que l'émission, sous deux versions différentes (l'une francophone, l'autre internationale), a déjà été diffusée en Belgique, au Canada, en Irak, en Israël, au Luxembourg, au Maroc, à Monte-Carlo, en Pologne, à Singapour, en Tunisie, en Union soviétique, etc.

Musique d'Iran

« Radif » est un mot qui en iranien signifie ordre, rangée, mais pas de cet ordre qu'un régime tyrannique fait régner de plus belle, de celui qui fonde une musique admirable codifiée selon des règles aussi traditionnelles que souples. Madjid Kiani, qui enseigne actuellement à l'Institut de musicologie de la Sorbonne et que nous avons eu l'occasion d'entendre au printemps dernier lors d'un concert organisé par l'Ircam, est un maître du « santour ». Sorte de cithare à 72 cordes qu'on pinçait déjà six siècles avant J.-C., et pour laquelle Couperin composa, et dont le son tient de la guitare, du clavecin et de la mandoline. Accompagné au « zarb » (tambour) par Djamchid Chemirani, le maître Kiani fait vibrer à nos oreilles une musique raffinée, rythmée et en même temps d'une rare expressivité. Beauté rare qui nous assure la rencontre d'une musique lointaine appartenant à une terre et à un peuple aussi éternels que tragiques.

CLAUDE GLAYMAN

« Radif », par Madjid Kiani et Djamchid Chemirani. Un disque Harmonia Mundi, H.m. 391.

La rentrée de Jacques Bertin

Revoilà Jacques Bertin. Un chanteur pudique et fraternel. Il s'installe à la Gaîté-Montparnasse, à Paris, du 18 septembre au 7 octobre, à un horaire inhabituel : 20 heures. Il a une réserve de nouvelles chansons. Son répertoire fait penser à celui de Jacques Brel : la colère et la révolte y alternent avec l'émotion intériorisée, le coup de poing avec les caresses.

Mais ce lyrisme vibrant nous ramène toujours au réel, à la vie de la rue, des usines et des casernes. Bertin ne rêve que les pieds sur terre et le mot juste à la bouche. Il profitera de son passage à Montparnasse pour enregistrer son récital en public. Un recueil de l'ensemble de ses chansons et poèmes depuis 1969 vient de paraître : « Dans l'ordre » (Editions Saint-Germain-des-Prés).

LA GUERRE SANS DENTELLES

Dans les boues sanglantes du Chemin des Dames, le meilleur côtoie le pire

En avant, marche ! Sur les deux premières chaînes, les pioupious remettent ça. Chacun des films leur inflige un calvaire identique, mais si l'un crie de vérité, l'autre patauge dans l'hémoglobine. O surprise, c'est le plus littéraire qui force la conviction, celui que Jean Kerchbron a tiré d'un roman de Blaise Cendrars : « la Main coupée » (T.f.1, le mercredi 20 septembre, à 20 h 30).

Pourtant, l'écrivain comme son adaptateur se sont moins souciés d'authenticité que de poésie. Les horreurs de la guerre, ils les voient, les montrent, les dénoncent à travers l'expérience d'un homme, le caporal Cendrars (incarné par Patrick Préjean), engagé volontaire à la Légion, blessé en 1915 au cours d'une offensive qui ne laissa que 83 rescapés sur 3 000 soldats. Livrée à la formidable bêtise des chefs, la piétaille bleue courbe l'échine, et la mort tape dans le tas... « Chacun de nous est prêt à payer de sa personne », nous confie le porte-parole de ces héros malgré eux. « Pour rien, par défi, ajoute-t-il ; pour que ça barde, nom de Dieu, et que ça vive ! »

Ainsi jaillit l'exploit, trompant l'ennui, chassant l'angoisse, pareil à ces fusées qui trouent la nuit d'un éclair fugitif. L'espace d'une seconde, on entend Apollinaire fredonner dans une tranchée voisine : « Ah ! Dieu, que la guerre est jolie ! », puis la misère reprend le dessus.

Tournée dans un vieux fort désaffecté près de Reims, encore entouré des barbelés de 1914-1918, cette dramatique parle notre langage, de pauvres mots tout simples, dépassés par les monstrueuses circonstances. Mais les visages et les gestes, une bourrade, l'échange d'une cigarette en disent long. Sans doute les derniers témoins de la grande boucherie se reconnaîtront-ils dans ce tableau pudique et rigoureux de leur jeunesse. « Un ancien combattant, que c'est démodé ! On a presque honte... », grommelle un revenant face aux croix de bois. Avec qui partager les souvenirs qui le hantent ? Avec nous. Voici que sa mémoire crève l'écran pour nous atteindre de plein fouet et nous entraîner à sa suite sur le Chemin des Dames.

« L'Histoire d'une République », la série en six épisodes que nous propose Claude Barma, fait halte, elle aussi, en 1917, sur les bords de la Marne, le temps d'assister à une mutinerie (A. 2, le samedi 30 septembre, à 20 h 30). Intitulée « De guerre lasse », réalisée par Louis Grospierre sur un scénario de René Wheeler, l'émission prétend arracher au passé une tranche de vie. Six autres événements capitaux, qui vont de la création de l'école laïque à la capitulation de Munich, fourniront la trame aux aventures de petites gens, ces seconds rôles, ces figurants anonymes, qui contribuent pourtant à changer le cours des choses.

Le projet semble prometteur. Il reflète cette préoccupation permanente de Claude Barma de mêler réalité et fiction, éclairant, humanisant la première par la seconde. « En marge des exposés didactiques, nous a-t-il dit, je tente une nouvelle approche de l'histoire, vue, interprétée ou subie par l'homme de la rue. Il en va de même pour les feuilletons qui concilient reportage et roman. J'invite ainsi les téléspectateurs à suivre une équipe de médecins de nuit qui leur révélera les drames secrets, propres aux grandes villes (A. 2, à partir du vendredi 22 septembre, à 20 h 30). Je prépare encore, avec Serge Reggiani, quatre films sur les problèmes que pose la liberté sous caution ; et avec Philippe Labro une série d'enquêtes, menées par un journaliste, qui s'acharne à faire la lumière sur certains scandales contemporains. Il s'agit toujours de serrer la vérité au plus près, de la recréer telle qu'elle fut. »

Mais il arrive que la vérité se dérobe. Elle a boudé les soldats en colère dont le martyre accumulait les poncifs. Ces ruisseaux de sang, ces pyramides de cadavres nous soulèvent le cœur, sans pour autant nous émouvoir. Quant aux dialogues, leur solennelle platitude prête à rire. « La terre, c'est... la terre », constate un paysan après avoir vainement cherché meilleure définition. « Les femmes, c'est toutes des putains », affirme un amoureux déçu. « Non, proteste son copain, la mienne n'est pas une salope. » Et le précédent de conclure gravement : « Attention, toutes les putains ne sont pas des salopes. » Maudit soit le gros rouge qui délie les langues de ces pauvres troufions !

Moralité ? Le réalisme souffle où il veut. Vous avez beau le poursuivre, lui tendre des pièges, le défier par des copies conformes, vous tomberez sur un bec. Les dramatiques n'ont pas à rivaliser avec le direct ni à concurrencer le document. Mais qu'elles s'enracinent à notre univers, expriment nos soucis, répondent à nos questions, en toute modestie et sincérité, et elles gagneront la partie. Permettez-nous d'y croire !

GABRIELLE ROLIN

Petites annonces

Ville de Meaux (45 000 habitants) recrute :
Secrétaire général adjoint licencié en droit avec une bonne expérience communale, pour le 1er octobre 78.
Chef de bureau Service « Population et Affaires Sociales » pour le 1er septembre 1978.
Envoyer curriculum vitae à Monsieur le Maire 77107 Meaux.

Ville de 7 000 habitants, 100 km est de Paris, cherche chef de bureau. Possibilité de promotion rapide. Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), 20 000 habitants, recrute d'urgence un animateur socio-culturel, titulaire Bac et Capase. Poste immédiatement disponible. Conditions statutaires. Adresser candidature à M. le Maire, 77190 Dammarie-les-Lys.

Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) recrute d'urgence un rédacteur pour service culturel, titulaire Bac et Capase. Poste immédiatement disponible. Conditions statutaires. Adresser candidature à M. le Maire, 77190 Dammarie-les-Lys.

Militant socialiste, J.h. 26 ans, titulaire d'un D.e.a. de sciences de l'homme, sociologie, dégagé O.m., marié, recherche emploi, en particulier en mairie.

Ecrire à M. Christian Suzanne, appartement 1275, escalier 1101, boulevard du Grand-Parc, 14200 Hérouville-Saint-Clair.

LE DIMANCHE 17 SEPTEMBRE
FÊTE DU P.S.
à Mourenx (Pyrénées-Atlantiques)
Meeting politique avec Henri Prat et Claude Germon
et à Montauban (Tarn-et-Garonne)
Allocution politique de François Mitterrand.

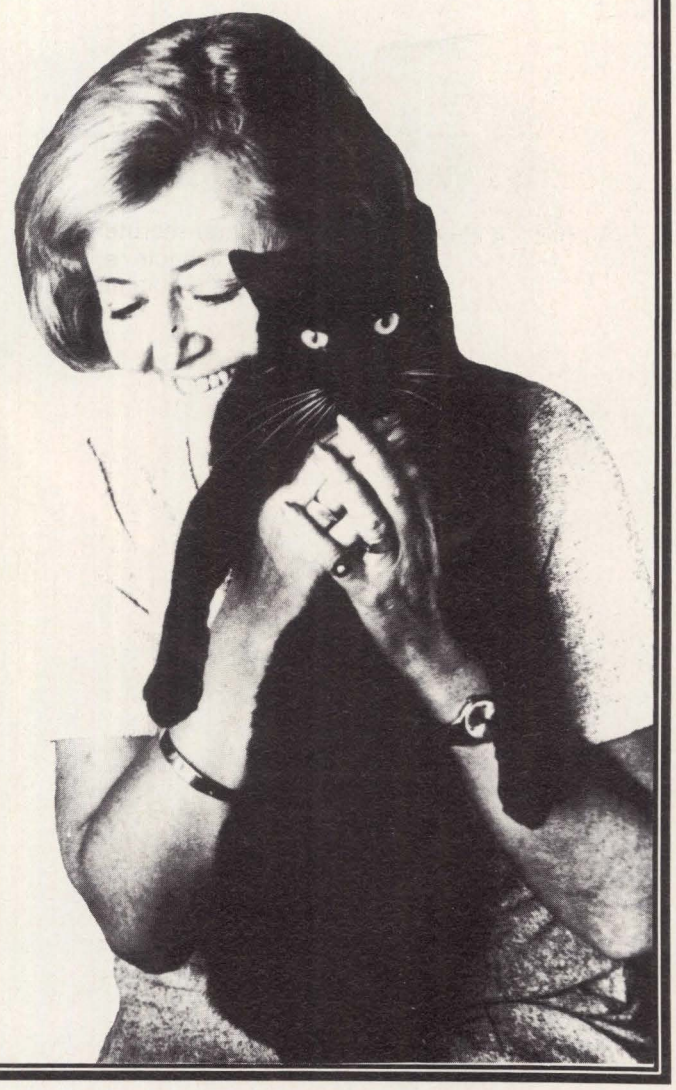
LE 24 SEPTEMBRE
Organisée par la Fédération de la Marne
FETE DE LA ROSE
dans les jardins de la Patte d'Oie, à Reims
avec pour la partie spectacles : Catherine Lara, le groupe rock Shakin'street, le Jumbo Jazz Band, etc.
Allocution politique de Pierre Mauroy

Organisée par la Fédération des Yvelines
FÊTE DE LA ROSE
Ile l'Aumone à Mantes-la-Jolie
avec pour la partie spectacles Mouloudji, les trois Ménestrels
Grand bal animé par Jacques Hélian et son orchestre
Meeting politique avec Pierre Mauroy et Michel Rocard

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

Gabrielle Rolin

Chères menteuses,



« Un essai qui a l'allégresse d'un roman. »

Félicien Marceau

« Une grâce vive, abondante, pleine de sel et de sens fait passer un peu de Molière dans l'écriture. »

Antoine Blondin

Stock

Coll. Fondation Jean Jaurès

REFLEX 24x36 A CELLULE INCORPOREE, PRESELECTION AUTOMATIQUE, OBJECTIF 6 LENTILLES 2/58



ZENIT EM.

PRIX - QUALITE - PERFORMANCES

Coll. Fondation